LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1698
du 7 au 13 mars 2013

« L'ennui dans ce monde, c'est que les idiots sont sûrs d'eux et les gens sensés pleins de doutes. »

Bertrand Russell

## Une loi sur mesure pour les patrons

# Les poches pleines et les mains libres

● Flexiprécarité : un ANI qui vous veut du mal — page 3

● Goodyear : dérapage titanesque — page 5

● Peugeot : vidange dégraissage — page 7

M 02137 - 1698 - F: 2,50 €

SOCIAUX-TRAÎTRES PAGE 11

# Sommaire

## Actualité

**Appel de la CSFA,** *page 3*
**Des réponses comme s'il en pleuvait,** *page 4*
**Good bye Goodyear,** par S. Pillias, *page 5*
**La Météo syndicale** de J.-P. Germain, *page 6*
**Chez PSA, suite et fin,** par S. Larios, *page 7*
**La Chronique néphrétique** de Rodkol, *page 8*
**La foire du drone,** par Pavillon noir, *page 9*
**Communiqué crise économique,** *page 9*

## Arguments

**Peut-on tout vendre ?** par N. Potkine, *page 10*
**Traîtrise socialiste (pléonasme),** par M. Rajsfus, *page 11*

## International

**Les anars sud-américains,** par N. Méndez, *page 14*

## Expressions

**La Berlinale sans Heike,** par M. Topé, *page 17*
**Rébellion en Cochinchine,** par F. Gomez, *page 19*

## Mouvement

**Vie du Mouvement,** *page 22*
**Les sorties anars,** *page 23*

## Illustrations

**Aurelio, Babouse, Kalem, Krokaga, Jhano, Lardon, Nemo**


## Tarifs

(hors-série inclus)

## France et étranger

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ◯ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ◯ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
**Publications libertaires — c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

## Bulletin d'abonnement

**Abonnement de soutien**
**1 an** ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.


Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis.

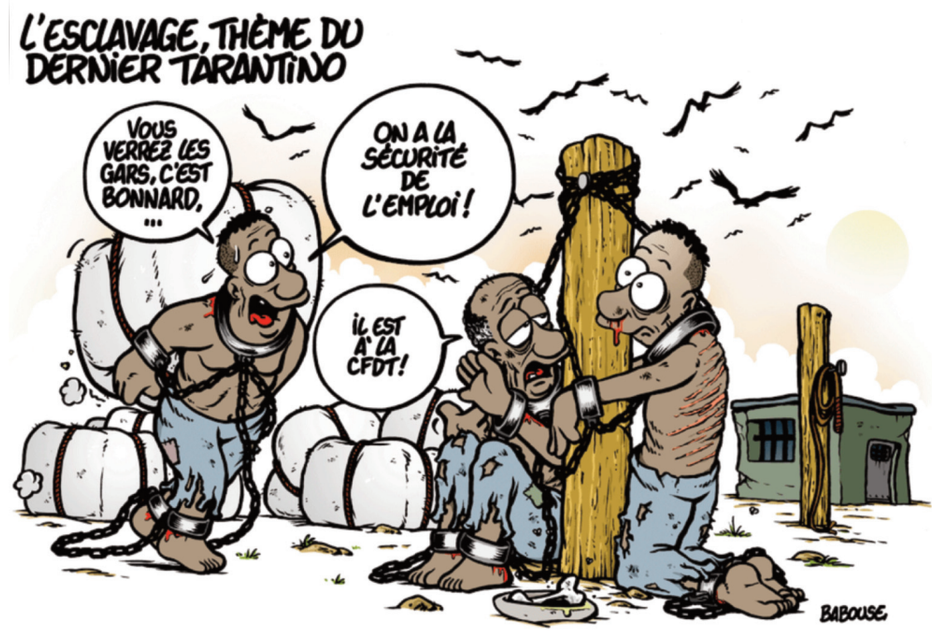

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

# Editorial

# Travaille et tais-toi !

**Gratuit, gratuit, la peste soit des pubs racoleuses et de leurs titatas obscènes. Le site de « Là-bas si j'y suis » s'en émeut et pose la question qui fâche : « *C'est vrai ça, qui paie quand c'est gratuit ? Google c'est gratuit, le journal c'est gratuit, rouler sur une route c'est gratuit, mais qui paie les routes, le journal, Google ?* » Gratuites, les routes ? Nos impôts les casquent. Gratuit, le Web ? Encore une entourloupe : gabegie de métaux rares, recyclage hors de prix, milliards de kWh brûlés par les serveurs et les ordinateurs, drôle de gratuité ! Le Littré en ligne définit ainsi le mot gratuit : « *Qu'on donne pour rien […] école gratuite, école où l'enseignement est gratuit.* » Même le Littré se plante car si l'on peut à la rigueur parler de méchanceté gratuite, voire de crime gratuit, rien n'est moins « *donné pour rien* » que l'éducation, un des budgets les plus lourds dans la plupart des pays riches ou émergents. Faudrait pas confondre le droit à certains services nécessaires comme l'éducation, la santé, la justice, financés à grand peine par les impôts, et certaines libéralités intéressées uniquement destinées à « libérer des parts de cerveau » des gogos et à les gaver sous hypnose de gadgets nullissimes. Dans les deux cas, pas plus de gratuit que de beurre en branche ! Économie de marché et appât du gain s'y entendent pour masquer aux foules crédules que le travail et le prix de toute chose sont incontournables (même en société anarchiste) et s'échinent à imposer par des flatteries mercantiles, par la « pédagogie » ou la force, les idées clés du capitalisme mondialisé : baisse des salaires, délocalisations, suppression du Code du travail, casse du service public, ce « *ringard* » et insupportable garant d'une vie moins indécente en démocratie représentative. La richesse aux riches et les mirages de la gratuité aux autres. Ça ferait rire si ce n'était tragique, « *le rire n'est jamais gratuit, l'homme donne à pleurer, mais il prête à rire* », comme disait Pierre Desproges.**

**Éduquez, éduquez, il en restera toujours quelque chose… Le hors-série n° 48 du *Monde libertaire* est toujours dans les kiosques !**



CSFA, Coordination syndicaliste de la Fédération anarchiste


**Le 11 janvier, les négociations** nationales dites de « sécurisation de l'emploi » ont abouti, pour les salariés, à un recul extrêmement néfaste.

À l'heure où, chaque jour, on compte plus de 1 500 nouveaux chômeurs, à l'heure où les ruptures conventionnelles (dont 80 % sont imposées aux salariés) et les plans de « départs volontaires » explosent, le patronat prétend qu'il serait difficile de licencier et que le droit du travail serait trop rigide !

En réalité, son choix de société est clair : pour travailler, nous devrions accepter sans broncher de perdre tous nos droits.

## Flexibilisation et mobilité forcée

L'accord signé en janvier établit une mobilité interne forcée, d'un site à l'autre, sans limites garanties nationalement, en temps et en distance supplémentaires de trajet. Et celui ou celle qui viendrait à la refuser pourra être licencié pour motif personnel. Autrement dit, si vous souhaitez garder votre travail, vous n'avez pas d'autre choix que d'accepter la demande de votre patron de vous muter ailleurs.

## Sécurisation de la délinquance patronale

Demain, la possibilité pour tous les salariés de recourir aux prud'hommes pour obtenir reconnaissance de leurs droits sera réduite par une prescription de deux ans au lieu de cinq ans. L'accord met en place un barème indemnitaire avec un maximum selon l'ancienneté et interdit de remonter au début du préjudice.

Au-delà des heures non déclarées ou des salaires non payés, les victimes de mauvaises conditions de travail, de harcèlement, de discriminations et celles de l'amiante apprécieront ce sens de la justice ! Et, en instaurant des indemnités « plafond », les employeurs seraient la seule catégorie de justiciables en France échappant à la sanction proportionnelle au délit.

## Légalisation du chantage à l'emploi

Ce qui avait échoué sous la présidence de Sarkozy réussira-t-il à être imposé sous Hollande et des députés socialistes ? L'accord prévoit que les salaires puissent être baissés et les horaires modifiés ou modulés pendant deux ans. C'est toujours le même discours : si ça va mal, c'est de la faute des salariés, qui

# La FA paye sa tournée

## Face a la crise, ni austerité ni autorité : autogestion !

**La Fédération anarchiste organise du 11 au 17 mars une tournée sur les réponses autogestionnaires à la crise. Cette crise remet en question le système économique lui-même. Elle est aussi politique : elle démontre l'incapacité des États à apporter des réponses réelles. États et capitalistes veulent simplement nous faire payer leur crise : ils cherchent à imposer l'austérité aux populations. Comme la crise est à la fois économique et politique, nous devons construire des réponses qui prennent en compte ce double aspect. Au plan économique, nous pouvons préparer et proposer des réponses sur le mode de l'auto-organisation. Au plan politique, ces réseaux de solidarité concrète nous donneront la légitimité pour critiquer les réponses étatiques. Dès maintenant, on peut ainsi soutenir et relier les projets autogérés existants (associations, Amap, coopératives ouvrières de production.), tisser des réseaux de solidarité concrète face à la crise (bouffes collectives, mutuelles de fraudeurs, collectifs de mal-logés.) utiliser l'autogestion comme moyen de lutte (face à une boîte qui licencie, un service public qu'on supprime) et finalement impulser nous-mêmes de nouveaux projets qui mettent en ouvre l'autogestion dans tous les domaines. Au-delà, nous portons la perspective d'un changement de société : l'autogestion généralisée comme réappropriation des moyens de production et participation directe aux décisions qui nous concernent.**
**Cette tournée est une manière d'affirmer qu'il est possible de commencer à avancer dans ce sens en diffusant les idées et les pratiques autogestionnaires, en construisant nos projets, nos organisations et nos luttes de manière égalitaire et libertaire.**

**Le groupe Joseph-Déjacque de la Fédération anarchiste se réunit à Nantes un mardi sur deux, au local B17 ou au bar Le Zèbre à carreaux, cours des 50 otages. N'hésitez pas à prendre contact avec lui pour connaître la date et le lieu de la prochaine réunion.**
**federationanarnantes@gmail.com**

seraient « trop payés ». Par contre, rien sur une baisse « temporaire » des dividendes versés aux actionnaires.

### Offensive contre le CDI

Le Medef n'a pas réussi à imposer son « CDI de projet », mais veut expérimenter pour des salariés des petites entreprises le contrat « intermittent », c'est-à-dire un contrat 100 % flexibilisé, empêchant toute vie régulière et toute construction d'avenir. Le Medef veut valider l'instauration d'un pseudo-CDI dit « CDI intérim » sur lequel les négociations de branche butaient depuis des mois.

### Les licenciements sans entrave

Aujourd'hui 3 % des nouveaux chômeurs et des nouvelles chômeuses ont pu « bénéficier » d'un plan social – c'est encore trop pour le Medef. Sa solution est radicale : décider de la procédure de licenciement et du contenu du plan social par un simple document de l'employeur homologué par la Direction du travail. Il suffira à l'employeur de consulter le CE (un avis négatif suffit) et d'attendre trois semaines la réponse de l'administration. Sans réponse, le texte est homologué et le patron peut licencier. Le recours à l'expert est limité comme jamais, le juge est mis hors jeu et tous les délais sont fixés à l'avance (par exemple, pour lourder 300 salariés, ça prendra quatre mois).

En « contrepartie » de ces reculs, des avancées négligeables pour plus tard peut-être, et pas pour tous.

### Une complémentaire santé pour tous ?

Horizon 2016, les salariés des entreprises de moins de 50 salariés ne sont, pour la plupart, pas concernés. Financée à 50 % par les employeurs et à 50 % par les salariés, ce sont les employeurs qui choisiront l'assureur. Les sociétés d'assurances vont décrocher un pactole de 4 milliards d'euros.

### Des « droits rechargeables » ?

Le Medef a accepté le principe des droits rechargeables, sous condition d'« une mesure d'équilibre financier », ce qui est impossible vu le nombre croissant de chômeurs, sauf à revoir à la baisse l'indemnisation du chômage (qui équivaut déjà aujourd'hui à seulement 57,4 % de l'ancien salaire).

### Des « contrats courts » enfin taxés ?

Le Medef a réussi à ce que cette mesure ne rapporte rien à l'Unedic, mais plus de 40 millions d'euros aux employeurs, puisqu'il est décidé d'exonérer de cotisations sociales patronales l'embauche des moins de vingt six ans. Un nouveau pactole pour le patronat.

### Un encadrement des temps partiels ?

Le nombre d'heures hebdomadaires minimal de travail pour les contrats à temps partiel est fixé à vingt-quatre. Toutefois, si le salarié ou la salariée le demande (et surtout si l'employeur lui conseille de demander), ce minimum peut être diminué. S'agissant des heures supplémentaires, un accord de branche pourra décider d'en supprimer la majoration, comme le revendiquaient récemment les patrons du nettoyage !

### Un accord pourri

Aucune de ces contreparties ne s'applique tout de suite. Il va falloir que de nouvelles négociations s'ouvrent, en particulier dans les branches professionnelles. Le « nouveau modèle économique et social » que cet accord veut imposer n'a rien de neuf : c'est l'idée du « gré à gré » qui est mise en avant pour masquer la destruction des socles de garanties collectives, comme si le salarié ou la salariée était à égalité face à son patron. Le Medef tient là une occasion d'agir comme il l'entend, seul ! Quant à la ratification de cet accord par la CFDT, la CGC et la CFTC, cela en dit long sur l'idée que se font ces organisations syndicales de la défense des salariés. En réalité, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, la CFDT n'aspire qu'à une chose : lui servir de marchepied pour devenir son partenaire social n° 1. Quant aux autres, elles essaient de sauver leur peau en tant qu'appareils sur la représentativité.

Cet accord pourri consacre la ruine de nos droits et de nos acquis : il ne doit pas être entériné. Les anarchistes n'ont aucune illusion quant au rôle des parlementaires, et c'est pourquoi la nécessité de se mobiliser par l'action directe – la grève – contre sa transposition en loi est urgente. D'autant que, à terme, dans le cadre des politiques d'austérité, les salariés du public sont également menacés. Partout, l'État et le patronat avancent main dans la main contre nos conditions de travail et nos salaires, justifiant par la crise en cours les atteintes au Code du travail et, plus largement, à tous nos droits. Leur ambition est simple et reste la même depuis toujours : sacrifier nos droits et nos acquis sur l'autel d'une rentabilité capitaliste au seul bénéfice des actionnaires, des patrons et des gouvernants. Toutefois, leurs désirs ne doivent pas être notre fatalité.

Pour que les choses changent, nous n'avons d'autre choix que de refuser la soumission dans nos entreprises et dans la rue et de construire ensemble, par la lutte, une société juste, libre et fraternelle. **CSFA**

---

Pour joindre la CSFA :
coordinationsyndicaliste@gmail.com

# Mondialisons la lutte des Goodyear

**La passe d'armes entre le patron de l'entreprise Titan et le ministre « socialiste » du redressement productif souligne la nécessité de reprendre une lutte des classes indépendante et efficace contre les dirigeants tant politiques qu'économiques.**

Maurice M. Taylor Jr, PDG de Titan[1], n'en est pas à sa première opération de com sur fond de provoc mais, dans la lettre qu'il a adressée à Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif), il s'illustre particulièrement dans la manipulation des préjugés : « *Les ouvriers français seraient très bien payés et ne travailleraient que trois heures par jour, passant le reste du temps devant la machine à café.* » Mickaël Wamen, représentant de la CGT chez Goodyear, ne dément pas, il explique que lorsque le PDG de Titan est venu visiter l'usine celle-ci tournait au ralenti, et pour cause, elle est en voie d'abandon par ses actionnaires actuels – une évidence qui échappe visiblement au tonitruant Yankee, pourtant habitué à reprendre des entreprises en faillites ! La réalité, aux époques plus radieuses de l'usine Goodyear d'Amiens Nord, c'était une demi-heure pour déjeuner et le droit à deux pauses de sept minutes chronométrées pour le travail en équipe. Bien plus productif que les cadres dirigeants de la plupart des entreprises qui passent le plus clair de leur temps en réunion ou dans des discussions interminables pour finir par trancher sur le sort de milliers de travailleurs.

Ajoutons à cela que la plupart des études (Insee, EuroStat) montrent que, si le prix du travail des salariés français est élevé, leur productivité est plutôt dans le haut du tableau des statistiques et ramène ainsi son coût dans la moyenne ; et dans certains secteurs (comme l'automobile), bien en deçà de celui du modèle européen de référence qu'est l'Allemagne.

Ce patron « conservateur » n'est pourtant pas avare de contradictions en dénonçant, d'une part, « *les barjots du syndicat communiste* » qui détruisent les emplois les mieux payés et, d'autre part, en menaçant d'installer ses usines en Inde, ou en Chine – « *état communiste* » s'il en est – où les ouvriers sont « payés » moins d'un euro de l'heure, sans parler des conditions de travail, de temps, de salubrité, de sécurité, puis de réexporter les pneus vers la France. Le cynisme capitaliste se dévoile sans vergogne quand il n'y a pas de communicants pour filtrer ses interventions.

Quant au ministre du Redressement productif, hier classé à la gauche du PS, il a répondu sur un ton de patriotisme bien « crasse » en menaçant l'industriel de contrôles douaniers « zélés » sur les pneus de sa marque. Un protectionnisme économique qui cache le désir opportuniste de nos dirigeants d'exercer un pouvoir autocratique, feignant ainsi de tenter de juguler la crise avec courage et détermination ! Oubliant les travailleurs qui voient leurs fins de mois de plus en plus difficiles et leurs conditions de vie se dégrader sans cesse, quand ils ne sont pas purement et simplement jetés à la porte des entreprises qui ne garantissent pas plus de 15 % de rentabilité aux actionnaires.

Quand le milliardaire américain Warren Buffett déclarait en novembre 2006 dans le *New York Times* : « *il y a une lutte des classes aux États-Unis, bien sûr, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous gagnons* », il ne se trompait pas. Face à la mondialisation financière, aux spéculateurs et autres autocrates de l'économie, les salariés de tous pays doivent s'unir comme ils avaient su le faire en 1864 avec la Première Internationale.

Taylor Jr, Buffett et consorts, avec leurs amis du monde de la finance, ont su soumettre les gouvernements même les plus démocratiques et prendre l'avantage sur les classes laborieuses qui les servent désespérément, sans autre but que de ne pas sombrer trop profondément dans la misère. Mais seule la lutte paie ! Il est donc urgent de réunir les forces prolétariennes pour que, enfin, tous les travailleurs du monde s'opposent à leur propre exploitation et ne se laissent plus dominer par ceux qui n'hésitent pas à sacrifier l'existence des salariés, au mieux de leurs intérêts très particuliers.

**Sébastien Pillias**

1. Le site du groupe Titan (www.titan-intl.com) s'ouvre sur un ours beuglant, symbolisant « The Grizz » (diminutif de Grizzly en anglais), surnom dont se qualifie lui-même le fumeux patron de l'entreprise de pneus !

## Brèves de combat

### Arrêt du kit survie pour les SDF

Le président de l'association humanitaire GSCF annonce « *avec une grande tristesse et beaucoup d'amertume* » que l'association humanitaire doit stopper pour cet hiver la distribution de sacs d'accompagnement pour les personnes SDF, par manque de moyens. Les Conseils généraux ne se sentent pas concernés par cette action de solidarité et rejettent la faute sur l'État. Aucune réponse de leur part depuis la demande de subvention déposée en septembre 2012.

### L'art du sondage

Un sondage très utile nous donne une information plus que probante et incontournable : plus de 69 % des Français pensent difficile de retrouver un emploi une fois au chômage. Étonnant, non ? En tout cas ce ne sont pas les sondeurs qui risquent le chômage, ils ont l'air débordés…

### On achève bien le service public

20 000 emplois supprimés en 2013, 15 000 de plus en 2014. La Fédération hospitalière de France annonce une réduction drastique des personnels hospitaliers en perspective. Les raisons : d'un côté, des charges qui augmentent mécaniquement de 3,5 %. De l'autre, des tarifs que le ministère de la Santé a décidé de baisser de 1,7 %. Au total, selon la fédération, « *cela fait 900 millions d'euros qui vont manquer dans les caisses. Ce qui représente 20 000 emplois* ».

# Météo syndicale

**Avec l'hiver** qui n'en finit pas on ne saurait plus où donner de la tête… et on pourrait appeler cette rubrique hebdomadaire « En attente de la fonte des neiges » ou « Salgimondis syndicalopréprintanier » ou encore…?

Dans les étranges lucarnes comme dans les gazettes et quotidiens les haut faits néocolonialistes de la France le disputent aux « grands hommes » qui quittent le devant de la scène de diverses façons. L'ancien enrôlé de force dans les jeunesses hitlériennes se retire du trône du Vatican pour expérimenter la méditation transcendantale et le quasi-professionnel de l'indignation a tiré sa révérence[1].

Pour le reste, le général hiver met les bouchées doubles pour assombrir le triste spectacle de la social-démocratie à la française. Comme le disait l'ancien journal de la rue de Lorraine (à Paris dans le XIX^e^ arrondissement) à la fin de la semaine dernière : « *Malgré un chômage en hausse, une croissance atone et une difficille réduction des déficits, le Président, au plus bas dans les sondages, ne modifie pas ses orientations.* »

La réponse, s'il faut en trouver une dans ce jeu de marionnettes où les rêves d'émancipation sont voués aux oubliettes [2], serait peut-être à trouver dans les dernières déclarations de Laurence Parisot, qui, telle un bernard-l'ermite, veut rester sur le rocher patronal du Medef. En effet, dans ses « efforts statutaires » pour rempiler dans un troisième mandat, elle en appelle quasiment à la solidarité des pouvoirs publics : « *Nous étions bloqués dans une philosophie de l'antagonisme, nous en sommes sortis grâce au paritarisme.* »

Donc avec la bande à Hollande aux rênes du gouvernement, la lutte des classes ça n'existe plus ! Pourtant, dans les rangs patronaux il y a aussi de la grogne, comme l'évoque un patron de PME : « *Nos entreprises attendent autre chose que le spectacle des intrigues et des jeux de pouvoir.* » Ça branle dans le manche tous azimuts ! On attend toujours une réponse syndicaliste.

**Jean-Pierre Germain**
*Groupe Salvador-Seguí*
*de la Fédération anarchiste*

1. On aura reconnu l'ancien du Conseil national de la résistance… Les morts seraient tous des braves types ? Pourtant les camarades qui bataillaient il y a plus de trente ans pour que Radio libertaire existe se souviennent d'avoir eu en la personne de Stéphane Hessel un adversaire tenace…
2. On pense, bien sûr, à celles et ceux qui croient que voter change la vie.

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH KROKAGA

# Ça se passe comme ça chez PSA

**Lundi 18 février. La grève** s'installe dans sa cinquième semaine. Malgré la nomination d'un médiateur, la direction joue le pourrissement. La course contre la montre a commencé trop tard. Je n'en démordrai pas : la grève a démarré quand il restait plus beaucoup au sablier de la production ! Le répéterai plein vent à l'infini. Les arguments de Lutte ouvrière disant en riposte : « *Les gars étaient pas près, ils venaient pas aux AG ! Les journées d'actions étaient pas suivies ! Tiennent pas la route…* » Et pour cause : les ouvriers étaient pas plus prêts en juillet, septembre, que maintenant. Pour ces bolcheviques purs et durs, ils auraient pas plus été en mesure de prendre le palais d'Hiver ! J'étaye mes dires : l'audace du lancement de la grève est venue de trente ouvriers du ferrage qui ont voté son démarrage. Pendant ce temps, Philippe Julien, membre connu de Lutte ouvrière et dirigeant de fer de la CGT-Aulnay, tergiversait encore. Sa clique non plus était pas chaude. Elle voulait repousser à plus tard les hostilités, parlant de « *baroud d'honneur…* ». Ils peuvent toujours causer, le lecteur assidu se souvient qu'en juillet quand il fallait y aller dans la foulée de la fermeture alors que les AG et le comité de grève étaient remplis, ça ne s'est pas fait… Après cette première dérobade. Ils vidaient les AG et le comité de grève à force de donner des leçons aux ouvriers. J'arrête ces premières considérations, l'heure des bilans les affinera plus.

Avant ça, des instantanés vous ramènent au moment présent. Aux premières loges dans la grève qu'ils vous amènent : « *Madame, il m'a touché !* » Voila un leitmotiv balancé par les grévistes pour ridiculiser les cadres en gilet jaune. Il émane d'un mastodonte jouant les gros bras. Cette terreur l'a balancé avec un grand courage à une huissière pour qu'elle constate qu'il avait été involontairement bousculé par un gréviste bien fluet. Ce fait d'arme du crack qui voulait faire impression le révèle tel qu'il est : un matamore, un vil fanfaron en couche Pampers… indigne du Walhalla ; un gosse de maternelle aurait hésité à aller voir la maîtresse pour si peu. Le ridicule ne tue toujours pas. Pour preuve : les baraqués placés là pour impressionner les grévistes sont toujours vivants malgré le jet d'un œuf par un gréviste. L'omelette a valu une demande de licenciement du cuisinier. La direction de PSA utilise ces « terribles agressions » pour dénoncer dans la presse la « terreur exercée par les grévistes » dans l'usine. Les médias se battent pour calomnier les ouvriers en lutte. Qu'ils soient de gauche ou de droite, la bourgeoisie gagne sur les deux tableaux. La terreur est si grande que des chefs et des non-grévistes viennent boire le café et plaisanter avec nous tous les jours.

Preuve de la terreur dans l'usine. Déjà à la rentrée des vacances, le paquebot était transformé en bunker gardé par des vigiles de sociétés privées. Fallait pas que la plèbe des ouvriers vienne troubler les plans de la direction, salir les beaux tapis. Ces considérations passées, la rentrée commençait fort au cri de « *PSA assassin ! PSA assassin !* »…

C'est pas toujours moi qui vous mets à rude épreuve en zigzaguant dans le temps. Les événements sous la conduite de Lutte ouvrière que je vous rapporte le font idem. Pas qu'un peu qu'ils le font. Pour preuve : deux AG de rentrée pour le prix d'une, qu'on a droit ce 11 septembre. Deux grèves à la carte : 8 h 30-9 h 30 : AG de la CGT. 13 h 30-15 h 30 : une autre AG intersyndicale pour réunir les deux équipes est organisée également. Plus d'un dans les ateliers a du mal à s'y retrouver avec ces pataquès : on a déjà du mal à sortir du monde avec un ordre de débrayage, alors avec deux !

À l'AG du matin. « *Plus fort ! Plus fort !* » crient les militants de Lutte ouvrière devant à peine 200 ouvriers quand un dissident trotskiste prend la parole. Ils espèrent ainsi le déstabiliser. Ils sortent les mêmes chants de corbeaux avec les ouvriers du rang. Pour l'avoir celui-là, il leur en faudra plus. Philippe Julien prend la parole après. Il entonne ses premières phrases. Mon sang fait qu'un tour, je gueule au gourou : « *Plus fort ! Plus fort !* »

Le premier débrayage passé, retour à l'atelier : deux heures d'arrêt de chaîne s'ensuivent. Les langues de vipères se délient. Elles ne s'empêchent pas de commenter : « *La direction poursuit la grève ! Elle avait pas prévu qu'on sortirait encore autant de voitures ! Elle arrête la production après le débrayage pour bien démoraliser ! Bien montrer que ça sert à rien de faire grève ! La fête sera finie !* » Finie qu'elle sera définitivement quand l'usine de Poissy récupérera 500 voitures à faire en plus d'ici à fin janvier 2013 !

Deuxième débrayage, l'après-midi : à peine cent personnes en plus sont là, sous une pluie battante. Un compte-rendu de réunion pour une expertise des comptes du groupe qu'on attend. Les délégués qui doivent raconter n'arrivent pas. Ils n'arriveront pas. Mercier et la secrétaire du SIA restent bloqués dans les embouteillages. En attendant, pour chauffer la foule, les mêmes olibrius que d'habitude…

Toutes ces manœuvres de bas étage pour un résultat aussi catastrophique. Avec cette tactique vaseuse, la vague de grève ne s'étendra pas ce 11 septembre. Ils pourront à loisir gérer leur micro-appareil ainsi constitué avec les opposants définitivement marginalisés, mis au pas, muselés. À défaut de deux tours, ce sont les illusions de beaucoup sur la volonté d'extension du mouvement par Lutte ouvrière qui sautent ce jour-là. La mythologie trotskiste sur la fin de l'usine d'Aulnay est en marche. Ils se sont constitués les outils pour l'écrire, la filmer… Prendre le risque d'être débordés avec plus de monde. Pour eux, c'est non merci ! Aux éventuels irréductibles d'inverser la tendance en imposant leur musique, leur danse… Le début de l'article vous a montré comment, à une poignée, ils ont commencé. Les suivant montreront s'ils ont réussi…

**Silien Larios**

## Près du Radiateur

L'enquête Pisa révèle que en matière de compréhension de l'écrit, la France est passée du 10e au 17e rang sur 27 pays en dix ans, un tiers d'élèves en plus ne maîtrisant pas cette compétence. En maths, ce n'est pas mieux, les petits Français en peloton de tête il y a une décennie sont à présent dans la moyenne… Toux fou le kan !

## Les deniers du culte

Les « sages » valident le financement public des cultes en Alsace-Moselle. L'État pourra continuer à rémunérer prêtres, pasteurs et rabbins en Alsace-Moselle, qui jouissent d'un statut spécifique de ces départements. Et qu'en pensent les radicaux de gôche ?

## Frigide, peut-être, barjot oui !

Frigide Barjot a déposé 690 000 signatures contre le mariage homo et demande une saisine du Conseil économique, social et environnemental, sous prétexte « *d'œuvrer pour la démocratie* ». Un beau geste d'intolérance et d'homophobie…

## Pas de bras, pas de chocolat !

Une fillette de trois ans, scolarisée à l'école de Feneu, près d'Angers, a été empêchée la semaine dernière de prendre un repas à la cantine au motif qu'elle n'y est pas inscrite, une décision d'une adjointe au maire qui a scandalisé les enseignants. Et nous donc !

# Chronique néphrétique

## Chou rouge, tête noire et chapeau pointu, turlututu.

**Extraits de courrier** à mon attention : « *Quel est cet étrange anarchiste qui semble s'identifier à des culs bénits royalistes ? Certes les républicains qui les ont réprimés n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère (c'est le moins que l'on puisse dire !), mais eux-mêmes n'avaient-ils pas commis quelques massacres de leur côté ? Et au nom de quoi ? De Dieu et du Roi… Il ne s'agit évidemment pas d'applaudir aux terribles exactions perpétrées au cours de la répression des insurgés vendéens, de là à prendre, dans cette atroce guerre civile, le parti de ces derniers… […] Aujourd'hui, en 2012, on sympathise, dans un journal anarchiste, avec des contre-révolutionnaires : il y a comme un défaut…* »

Sympathiser, c'est beaucoup, je n'ai personnellement pas connu de chouan, je tentais simplement d'illustrer un raisonnement courant qui tente de mettre dans le même sac écologie, conservatisme, arriération et croyances religieuses (ML n°1684). Je pensais forcer un peu le trait. J'avais tort. J'en veux pour preuves deux autres extraits de courrier :

« *L'écologisme a des racines avec la contre-révolution française, les contre-lumières (romantisme), le social-darwinisme (Haeckel), les naturalistes conservateurs et religieux. Intellectuellement et spirituellement, ce sont des curés. L'anarchisme n'a pas d'histoire commune avec l'écologisme.* »

Et celui-ci qui me reproche d'« *abandonner matérialisme, critique des religions ou des croyances, tout ce qui s'apparente à la science ou à la technologie pour garder l'écologisme et le gauchisme* » (Mais où va-t-il chercher tout cela ?)

Et pour compliquer encore les choses : « *Plusieurs députés UMP et la représentante du FN ont signé une proposition de loi à l'Assemblée nationale. L'objet : la reconnaissance du génocide vendéen de 1793 et 1794.* (Nouvel Obs' du 24 janvier 2013). »

Damned ! Si cela continue je vais devoir faire mon autocritique avec un chapeau pointu sur la tête… L'étau se resserre, il me faudra bientôt prouver que je ne suis pas un néofasciste ? Commençons par un élément très matérialiste et lutte de classes :

« *Et, contrairement à toutes les promesses et toutes les espérances, les paysans ont vite compris que le nouvel impôt profitait aux plus favorisés, notables et bourgeois. Une étude réalisée sur la commune d'Anetz par Jean-Paul Lelu en établit le constat : cent huit contribuables en 1790 (ancienne capitation) pour moins de 3 livres voient, en 1791, leur imposition multipliée par 7,65 tandis que onze bourgeois et riches métayers imposés entrent 10 et 35 livres n'enregistrent qu'un coefficient 1,51 de hausse. En 1790, à Anetz, la majorité des imposés paie moins de 3 livres ; en 1791, elle atteint la tranche des 5 à 10 livres. Les rôles fiscaux ont intégré quarante et une personnes supplémentaires, jugées insolvables sous l'Ancien Régime. Les ventes des biens nationaux vont également susciter de vives rancœurs parmi le monde rural, qui constate qu'ils tombent tous dans l'escarcelle des bourgeois. À Nantes, les négriers profitent de l'aubaine révolutionnaire en emportant 70 % des enchères. Dans le pays d'Ancenis, la mise aux enchères des biens du clergé profite à la bourgeoisie locale, pas aux paysans. C'est Julien Gaudin, un industriel nantais, qui est le plus grand acquéreur. Viennent ensuite son beau-frère, Antoine Tourmeau, négociant en charbon et son neveu.* » (pages 64-65 in *Une blessure française* de Pierre Péan).

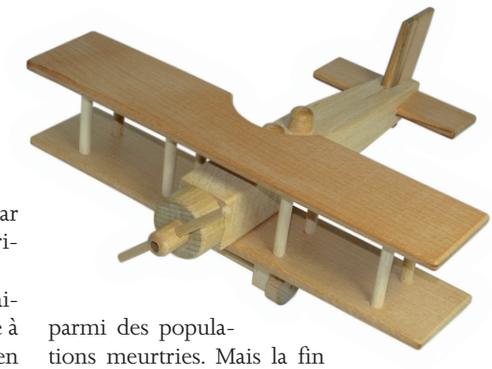
Incroyable, non ? Ces culs-terreux cathos ne parlant peut-être même pas français avaient compris avant Karl Marx que, derrière les belles idées et la propagande de l'époque, cette révolution française était une révolution bourgeoise ! Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà : souvent, derrière les mouvements religieux se cachent des luttes d'intérêts. Qu'il s'agisse de peuples opprimés, de groupes sociaux, de classes.

La bourgeoisie conquérante s'est opposée à l'Église, le temps de lui rafler ses richesses. Mais en 1802 déjà, le culte est restauré en France. L'opium du peuple…

Quels sont ces étranges anarchistes qui ne remettraient pas en cause les bases idéologiques du capitalisme ? La force d'une idéologie dominante, c'est justement de dominer les esprits, au-delà des membres de la classe dominante. C'est bien celle qui se propage dans les esprits de tous à des degrés divers, entre autres sur les bancs de l'école républicaine. Je peux reconnaître des aspects progressistes de la Révolution française, la mise à bas de l'Ancien Régime, le mètre étalon et plein d'autres choses encore sans forcément justifier les massacres en Vendée. « *L'humanité ne se plaindra pas : c'est faire son bien que d'extirper le mal.* » Ainsi Barrère justifiait-il « *l'extermination de la race rebelle* » vendéenne… Non vraiment, je ne veux rien avoir de commun avec l'irrationalité de tels arguments.

**Rodkol**
*rodkol@netcourrier.fr*

# L'attaque des drones



**On sait qu'Obama,** «prix Nobel de la paix» (*sic*), n'a pas fermé l'immonde Guantánamo. Qu'il a validé 30 milliards d'euros d'aide à l'État d'Israël sur dix ans et soutenu cet État dans le déploiement d'un bouclier antimissiles. On sait aussi qu'il a amplifié les frappes de drones américains. Mais on ne savait pas jusque-là le nombre précis de victimes, l'État américain refusant de donner des chiffres.

Mardi dernier, devant le Rotary Club de Caroline du Sud, le sénateur Lindsey Graham a affirmé que les drones américains ont tué 4 700 personnes dans le monde, notamment au Pakistan. Ce chiffre effarant va même au-delà des calculs de certaines ONG.

Surtout quand on sait que des chercheurs des universités de Stanford et de New York ont estimé que 2 % des victimes des drones étaient des «leaders» de groupes terroristes… Le ministère de l'Intérieur pakistanais a, quant à lui, estimé que 80 % des personnes tuées par des frappes de drones américains sur le territoire national étaient des civils.

Le sénateur Graham, qui se prononce clairement pour l'usage de drones armés, ajoute à sa déclaration une phrase qui résume bien tout le cynisme de l'État américain : « *Parfois vous tuez des innocents, et je déteste ça, mais nous sommes en guerre, et nous avons dégagé des membres éminents d'Al-Qaïda.* »

Le sénateur préconise aussi l'usage de drones sans armes le long des frontières américaines, pour « *contrôler l'immigration illégale* ». De fait, les drones servent déjà à quadriller la population civile américaine.

Pour ces beaux démocrates, lutter contre la terreur passerait donc par le massacre délibéré de milliers de civils et la surveillance de la vie de tout un chacun. Très logique, très efficace pour éviter de susciter une radicalisation, parmi des populations meurtries. Mais la fin du «terrorisme» n'est pas le but. Le but, c'est de faire tourner le lobby militaire, biberonné par les États à coups de milliards.

Aux États-Unis, comme ailleurs : l'État français, déjà célèbre pour son projet de drone Elsa permettant de surveiller les manifs et les quartiers pauvres, argue aujourd'hui d'une défaillance en termes de flottes de drones dans sa guerre au Mali pour relancer un programme *ad hoc*, et appuyer le projet nEUROn du philanthrope Dassault… présenté il y a un mois à Istres. Le hasard fait bien les choses…

**Pavillon noir**

# Crise économique

## Toujours moins pour les salariés toujours plus pour le patronat

**La politique économique** du gouvernement s'inscrit dans une continuité libérale. Tout d'abord, le gouvernement n'a pas de marge de manœuvre du fait du jeu des marchés, de ses liens avec le patronat et du faux fédéralisme qu'est l'Union européenne, qui place le pays en situation de contrainte, dominé par la direction allemande, représentée par la chancelière Merkel.

De plus, le gouvernement, dans ce contexte, applique une politique d'austérité. Il cherche à réduire les remboursements de la Sécurité sociale. Son plan de lutte contre la pauvreté sonne comme une insulte, une aumône : le RSA est augmenté de moins de 10 euros par mois et le smic a été augmenté de 3 à 4 euros par mois ! Mais il accorde 20 milliards d'euros au patronat et baisse ses charges sociales sur trois ans.

Ce gouvernement annonce une nouvelle réforme de la retraite qui réduira encore le pouvoir d'achat des retraités ou prolongera de quelques années l'obligation de travailler pour obtenir une retraite, parfois indécente. Hollande nous avait promis des sauvetages en nombre des entreprises en faillite. Que de promesses non tenues…

Que dire de la remise en cause du Code du travail visant à favoriser une flexibilité qui rend tout salaire aléatoire, qui instaure les baisses de revenus, rend obligatoire la mobilité, facilite les licenciements en cas de restructuration ? Drôle de gauche ! Mais rien de surprenant pour nous, anarchistes, qui n'avons aucune illusion sur la social-démocratie incarnée par le gouvernement Ayrault, ni sur l'État, bras droit du patronat.

Cette politique bénéficie de la complicité des directions syndicales – et surtout de la CFDT qui, depuis des années, entérine les lois rognant les acquis des salariés.

L'accord sur la «flexisécurité», c'est la généralisation d'une complémentaire santé misérable, une limitation bien faible du temps partiel. À cela s'ajoutent des droits «rechargeables» à l'assurance chômage, le patronat concédant une dérisoire augmentation des cotisations correspondantes. Nous soulignons que cette petite concession patronale n'est rien si l'on considère la masse financière des défiscalisations accumulées ces dernières décennies. Ces droits rechargeables seront surtout l'occasion de permettre aux patrons de payer encore moins les salariés à l'embauche, sous prétexte qu'ils continueront de percevoir des allocations.

L'État envisage un projet de loi fondé sur cet accord scélérat élaboré par la CFDT et le patronat sur la «flexisécurité» et validé aussi grâce à la CFE-CGC et la CFTC. Allons-nous rester les bras croisés ?

De son côté, la Fédération anarchiste soutiendra ceux qui se battent contre ce sabotage des droits acquis par les salariés, au prix d'âpres luttes, et qui annonce un salariat à la botte du patronat et une aggravation généralisée des conditions de vie du plus grand nombre.

De ce point de vue, sans se faire d'illusion sur les intérêts et manœuvres d'appareil, la Fédération anarchiste est attentive au rapprochement entre la CGT et FO (non signataires), auxquelles pourraient se joindre la FSU, Solidaires et la CNT. En effet, une telle évolution permettrait d'ouvrir une perspective pour les salariés et les chômeurs, à la base, afin d'imposer une véritable résistance sociale sans laquelle tout espoir de changement réel est vain.

Alors que le gouvernement se vante de vouloir réduire les dépenses publiques, pourquoi ne commence-t-il pas par attribuer les allocations familiales en fonction des revenus ? Ce gouvernement, dit de gauche, préfère, au nom de la compétitivité, s'en prendre à ceux qui sont déjà exploités.

La Fédération anarchiste appelle à la lutte contre ce gouvernement et sa politique économique, qui n'a de socialiste que le nom.

Non à la collusion entre des syndicats et le Medef ! Non à une politique d'austérité qui plonge dans la misère ceux qui sont, déjà, en grande difficulté !

**Secrétariat aux Relations extérieures de la Fédération anarchiste**

# L'Or de la voix

## Peut-on tout vendre ?

*« Monsieur préfère-t-il les cris de douleur ?*
*Les cris de terreur ? Les borborygmes inarticulés ?*
*Les supplications fleuries ? Les appels au secours ? »*

**Que l'on vende sa voix n'a rien** de neuf. Que l'on vende l'illusion du plaisir non plus. Mais les opératrices de téléphone rose vendent quelque chose de plus précieux. Elles prodiguent leur imagination, et surtout leur attention. Une prostituée peut avoir la ressource de fermer les yeux et de penser à son livret de caisse d'épargne. Pas une « actrice téléphonique », comme elles se sont baptisées aux États-Unis. On lit, dans *The Fantasy Factory, an insider's view of the phone sex industry* d'Amy Flowers (University of Pennsylvania Press), que ces actrices doivent accepter tous les types d'appels. Les seuls que leurs employeurs admettent qu'elles refusent sont les appels pédophiles. Les appels de violeurs, voire de tueurs virtuels, doivent être, si l'on ose dire, honorés. Certaines entreprises américaines se permettent d'ailleurs de proposer de tels types de conversation au moyen de publicités adaptées. Écouter un homme décrire comment il espère déchiqueter votre gorge, écraser vos seins et brûler vos pieds n'a déjà, on l'imagine, rien de plaisant. Mais devoir lui répondre comme il le souhaite ! Car il faut deviner ce qu'il souhaite : Monsieur préfère-t-il les cris de douleur ? Les cris de terreur ? Les borborygmes inarticulés ? Les supplications fleuries ? Les appels au secours ?

Ces éprouvants appels ne sont le fait que d'une petite minorité. Après avoir longuement consulté ses collègues, y compris les transsexuels, pré ou post-opération, et les hommes hétérosexuels capables d'imiter une voix de femme, Amy Flowers pense que les opératrices de téléphone rose utilisent, en gros, la classification suivante :

– Les bonbons (« *Candymen* ») : la vaste majorité des clients, qui ne demandent que des choses simples, banales et raccrochent sitôt leur éjaculation réussie ;

– Les « psychos » : Les violents, ou les fétichistes dont le fétiche n'a rien de plaisant.

– Les amoureux : comme leur nom l'indique, ceux-là tombent amoureux de l'opératrice. Leur amour peut, parfois, ne durer que le temps de la conversation. Il semble pourtant que toute opératrice compétente se voit proposer billets d'avion, mariage, enfants…

Amy Flowers cite un exemple d'amoureux bref, quoique surprenant. Hank, dépité que personne ne le félicite du parquet qu'il venait de poser avec brio, n'appela pas avec la voix rauque et le souffle court du masturbateur impatient, mais avec la simple requête que l'on admire son labeur. Stupéfaite, mais professionnelle, Amy Flowers fit donc mine d'écouter Hank décrire comment il scia à juste six pouces du mur la vingt-quatrième latte, après quoi la vingt-cinquième latte lui posa un problème vraiment difficile parce que… Miss Flowers indique qu'elle put lire, écrire, boire du thé et rêvasser pendant le long, le très long appel, ne prêtant attention qu'au rythme général de la voix, et produisant, au moment indiqué par les pauses de Hank, le « Non ? » ou le « Génial ! » ou encore le « Ouhlàà ! » suggéré par les inflexions à l'autre bout du fil ;

– Les débordants : les amoureux qui deviennent subitement jaloux de leurs milliers de concurrents, et passent du registre de l'amour fleur bleue à une pornographie exagérée, désespérée ;

– Les séduisants : ceux dont les appels, la voix, la culture, ou l'humour séduisent l'opératrice ! Ceux-là sont les plus dangereux, bien sûr. Car l'opératrice, déjà rarement en position dominante socialement, se retrouve à la merci, le cas échéant, d'un homme dont elle ne sait presque rien.

Cette dernière catégorie nous met sur la piste du véritable coût de ce bizarre métier. Car si les opératrices guérissent assez vite de la tentation de tomber amoureuses d'un de leurs clients (la première rencontre suffit en général à les ramener à la raison), mentir, mentir encore, mentir toujours ne va pas sans séquelles. La conversation tarifée est un étrange jeu dans lequel la vérité et le mensonge s'entrecroisent à grande vitesse. D'un côté, les clients se dévoilent comme ils ne le font peut-être nulle part ailleurs ; en mettant à nu ce qu'ils cachent, parfois ce qu'ils ont toujours caché, ils se mettent à la merci de l'opératrice. La gratitude de s'en voir bien traité ne peut pas échapper à l'opératrice, qui sait, elle, qu'elle n'éprouve pas du tout une émotion similaire. De l'autre, fidéliser la clientèle ne va pas sans, justement, feindre d'éprouver quelque sentiment pour le client ; au moins partager l'excitation de son fantasme, au mieux promettre un amour brûlant. Pour réussir ces acrobaties, il faut constamment analyser, décrypter, traquer la nuance, puisque l'on n'a rien d'autre, pas de visage, pas de geste, pas d'information sûre. Il faut supputer, soupçonner. Cette manie du doute déborde dans la vie courante ; l'une des plus grandes souffrances des travailleuses du mensonge est de ne plus croire non pas même à la sincérité d'autrui, mais à la leur propre.

Peut-on tout vendre ?

**Nestor Potkine**
*33 centimes d'euro la minute*

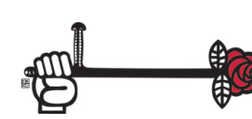
# Il n'y a plus de socialistes à l'adresse indiquée…

Maurice Rajsfus

**Il faut être juste, la fine équipe de Solférino ne nous avait pas promis l'avènement du paradis socialiste. Cela fait bien longtemps, il est vrai, qu'une telle éventualité s'est trouvée remisée au magasin des antiquités utopistes, et déjà considérée comme telle par les braves militants du courant dit des « possibilistes », au tournant du XX^e siècle.**

**De Jean Jaurès à Harlem Désir** (que ce dernier veuille bien m'excuser du raccourci historique), en passant par Jules Guesde (partisan de l'Union sacrée en 1914), Léon Blum (champion de la non-intervention en Espagne, en 1936), ou Guy Mollet (qui conduira la guerre en Algérie, alors qu'il avait mené campagne pour la paix en 1955), les promesses non tenues et les trahisons ont constamment émaillé un parti socialiste qui, sous ses diverses appellations, devait finalement opter pour la social-démocratie. N'oublions pas que Léon Blum, qui levait le poing en chantant l'*Internationale*, en mai 1936, nous délivrait déjà un véritable secret de polichinelle une fois devenu président du Conseil, en juin de la même année : « *Nous serons des gérants fidèles du capitalisme* », après avoir décrété « la pause », alors que le prolétariat en colique était prêt à de nombreuses concessions.

## Les tristes exploits de la « Vieille maison ».



Attention ! Surtout ne pas confondre socialisme et social-démocratie. Dans le premier cas, il était envisagé de débarrasser la société de l'emprise du capitalisme. Dans la seconde approche, selon l'enseignement d'Édouard Bernstein, il était surtout prévu une méthode plus douce : la transformation graduelle et sans heurt de la société capitaliste en société socialiste. En fait, trouver un compromis raisonnable avec ceux qu'on était censé combattre la veille. Entre les deux ambitions c'était, bien évidemment, le jour et la nuit. Les socialistes de la fin du XIX^e siècle, dont nombre étaient des rescapés de la Commune de Paris, n'avaient que peu d'ambitions en commun avec ceux qui se posaient déjà la question de participer au pouvoir de la bourgeoisie dans une société qui ferait table rase des luttes sociales. Le premier à franchir le pas, en 1899, Alexandre Millerand, fera partie de plusieurs cabinets ministériels, avant et pendant la Première Guerre mondiale. Président du Conseil en 1920, il avait été l'initiateur du « Bloc national », avant d'être élu président de la République. Millerand avait ouvert la voie de la trahison visible à Jules Guesde comme à Marcel Sembat, tous devenus ardents nationalistes.

Pour ceux-là, il est possible de comprendre leur rejet de l'égalitarisme, comme du collectivisme (quelle horreur !), et leur refus de rejoindre la III^e Internationale lors du congrès de Tours, en

décembre 1920. À la tête de ceux qui allaient garder la « vieille maison » se trouvait Léon Blum, qui, après avoir tenté de donner le change à la tête du gouvernement de Front populaire, de juin 1936 à juin 1937, se retrouvera à nouveau président du Conseil de la IVe République, de décembre 1946 à janvier 1947. Par la suite, nos socialistes, toujours version SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), participeront à des gouvernements dits de « troisième force ». Lesquels allaient conduire les premières guerres post-coloniales, en Indochine et à Madagascar, dans le grand silence des socialistes.

Lorsque Guy Mollet accède à la présidence du Conseil, en janvier 1956, après la victoire électorale du Front républicain, sa première grande initiative consistera à durcir la guerre en confiant tous les pouvoirs militaires et civils à l'armée avec le soutien des députés communistes. Autre exploit du gouvernement Guy Mollet, son engagement dans l'expédition militaire sur le canal de Suez, aux côtés des Britanniques et des Israéliens, en novembre 1956. La suite n'est pas plus glorieuse. Est-il nécessaire de rappeler qu'en septembre 1958, suite au coup d'État à blanc du général de Gaulle en juin 1958 et du triomphe que le traîneur de sabre allait rencontrer lors de son référendum, Guy Mollet mettait la SFIO en ordre de bataille dans la perspective des élections législatives, sous le slogan : « À l'avant-garde de la Ve République ! » Par la suite, pour une courte période malgré tout, les socialistes participeront, sans honte, au premier gouvernement du Général, en compagnie des pires réactionnaires de l'époque.

## Mitterrand à la rescousse

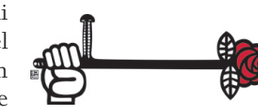
De trahisons en reniements, le parti socialiste va connaître une longue période d'agonie, avant que le grand humaniste François Mitterrand n'en prenne le contrôle, au congrès d'Épinay, en 1971. Il y a déjà bien longtemps que l'idéologie d'origine a été oubliée et, lors de ce congrès, celui qui se risquerait à chanter l'*Internationale* serait considéré comme un original, sinon tel un déviationniste mal venu. Avec Mitterrand, qui va peu à peu réduire le parti communiste à un club de tristes nostalgiques, le parti socialiste, qui a abandonné son sigle SFIO, va voler de victoires en succès, jusqu'à l'élection à la présidence de la République – en 1981 puis en 1988. Finalement, dans l'opposition comme au pouvoir, le parti socialiste est devenu une composante honorable de la vie politique de ce pays.

Bien sûr, il faut se garder de confondre la droite avec ce qu'il est convenu de définir comme la gauche, mais, trop souvent, la différence est bien mince. Particulièrement lorsque se pose la question du maintien de l'ordre. Ainsi le ministre socialiste de l'Intérieur Jules Moch qui, en 1947 et 1948, allait s'illustrer comme briseur de grève dans le bassin minier du Nord Pas-de-Calais, avant de se comporter de façon identique avec les dockers de Marseille. Comme il restait encore quelques policiers issus de la Résistance, qui protestaient contre ses méthodes brutales, Jules Moch profitera de ces circonstances pour dissoudre onze compagnies de CRS jugées par trop réticentes.

Gaston Defferre, devenu ministre de l'Intérieur, au lendemain du 10 mai 1981, prend un syndicaliste policier, Gérard Monatte, dans son cabinet. Lequel n'hésite pas à taper du poing sur la table : « *Il faut remettre de l'ordre dans la maison !* » Étonnant. Mieux encore, le 17 juillet 1981, depuis Marseille, Gaston Defferre prévient ses troupes : « *Je ne tolère pas qu'un quartier entier soit encerclé et investi par des policiers brisant portes et fenêtres, et que les habitants, hommes et femmes et enfants soient frappés à coups de crosse à l'occasion de la recherche d'un voleur de moto… Les ratonnades c'est fini ! La plaisanterie est terminée. Ceux qui désobéiront seront châtiés !* » On se frotte les yeux. Peu de temps après, pour s'attirer les bonnes grâces du corps policier, Gaston Defferrre annonce le recrutement de 6 000 fonctionnaires d'autorité supplémentaires ; l'ensemble du corps étant doté d'armes jugées plus efficaces. Moins d'un an plus tard, le ministre sera, à son tour, victime du syndrome de la nuque raide, avec une déclaration, le 15 juin 1982, affirmant sa volonté de faire évacuer les usines occupées par les ouvriers en grève. Il en va de même avec la volonté affirmée de renforcer les contrôles d'identité.

Gaston Defferre, malade, cédera son poste à un autre socialiste, Pierre Joxe, en août 1984, après avoir rétabli un certain nombre de bons principes. Son successeur n'aura de cesse de flatter l'*ego* des policiers – peut-être n'a-t-il pas d'autre choix pour se faire admettre par les syndicats, dits de gauche. Passé le premier intermède de Pasqua, au ministère de l'Intérieur de mars 1986 à mai 1988, Joxe est de retour, et annonce dans un message aux policiers : « *Je sais pouvoir compter sur votre courage et votre dévouement pour l'exécution de votre difficile mission !* » Coup de clairon qui va être complété par l'interdiction des boissons alcoolisées dans les locaux de police, par décision prise en décembre 1988. Lors de la première guerre du Golfe, en décembre 1990, Pierre Joxe, devenu ministre de la Défense, cède la place à un autre socialiste, Philippe Marchand, qui réussit à se mettre à dos tous les syndicats de policiers, y compris ceux qui se prétendent de gauche. Il sera remplacé, en mai 1992, par l'insignifiant Paul Quilès, dont le grand-œuvre sera la mise en place d'une « haute autorité » chargée de veiller à la déontologie policière.

## L'aile protectrice du « camarade Michel »



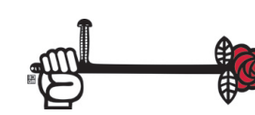
Suite à l'un de ces allers et retours qui émaillent le cirque politique, Lionel Jospin, devenu Premier ministre en juin 1997, choisit comme ministre de l'Intérieur un ancien compagnon de route du Parlement socialiste, Jean-Pierre Chevènement. Ce matamore tiendra à rappeler immédiatement que : « *La France a toujours eu une tradition de police d'ordre !* » Sous la houlette de Chevènement, les policiers de la République se verront rappeler qu'il leur faut, prioritairement, remettre dans le droit chemin les « sauvageons » qui risquent de troubler l'ordre public. Rapidement, lors du colloque de Villepinte, en octobre 1997, c'est à l'unisson que Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement s'appliqueront à proclamer que « *la sécurité est une valeur de gauche* » !

Jusqu'à la fin de sa période gouvernementale, Lionel Jospin ne se départira pas d'un certain nombre de « valeurs » partagées par la droite dure. Particulièrement, après une période de régularisations massives de sans-papiers, de 1997 à 1999, la réthorique du « camarade Michel » (pseudonyme de Jospin au temps où il militait clandestinement dans les rangs de l'OCI) va changer radicalement, évoquant ceux « *qui n'ont pas vocation à rester en France* ». Comme s'il commençait à se repentir des avancées revendiquées en 1997, et alors que de nouvelles échéances électorales s'annonçaient et qu'il entrait en campagne, Lionel Jospin expliquera au « peuple de gauche » ébahi, comme une confidence, sur les antennes de France 2 : « *Mon programme n'est pas socialiste !* » Ce qui était une évidence.

À chacun de leur passage au pouvoir, nos donneurs de leçons socialistes s'échinent à nous faire comprendre que, avec leurs hommes d'État aux manettes, tous les problèmes seront réglés. Mais nos socialistes sont ainsi faits qu'ils se refusent à faire de la peine à la France profonde, qui, comme le disait Coluche, « *n'est pas de droite mais encore moins de gauche…* »

Les résultats électoraux ont toujours constitué un mystère insondable. Ainsi, du 21 avril au 6 mai 2002, les foules défilaient dans les grandes villes de France pour s'opposer à Jean-Marie Le Pen, présent au second tour de l'élection présidentielle aux cris de « *Votez pour l'escroc, pas pour le facho !* » Superbe analyse politique dans sa stupidité.

## De Daniel Vaillant à Nicolas Sarkozy



Élu finalement par les voix du « peuple de gauche », Jacques Chirac nous offrait pour toute récompense la promotion de Nicolas Sarkozy au poste de ministre de l'Intérieur – préludant une ascension irrésistible. À ce stade se situait une séquence du plus haut comique : dès le mois de juin 2002, lorsque le petit Nicolas dévoilait les articles de sa loi sur la sécurité intérieure, le ministre de l'Intérieur sortant, Daniel Vaillant, versera de lourds sanglots : « *Il a volé mon programme !* » Authentique. Ce pauvre Daniel Vaillant

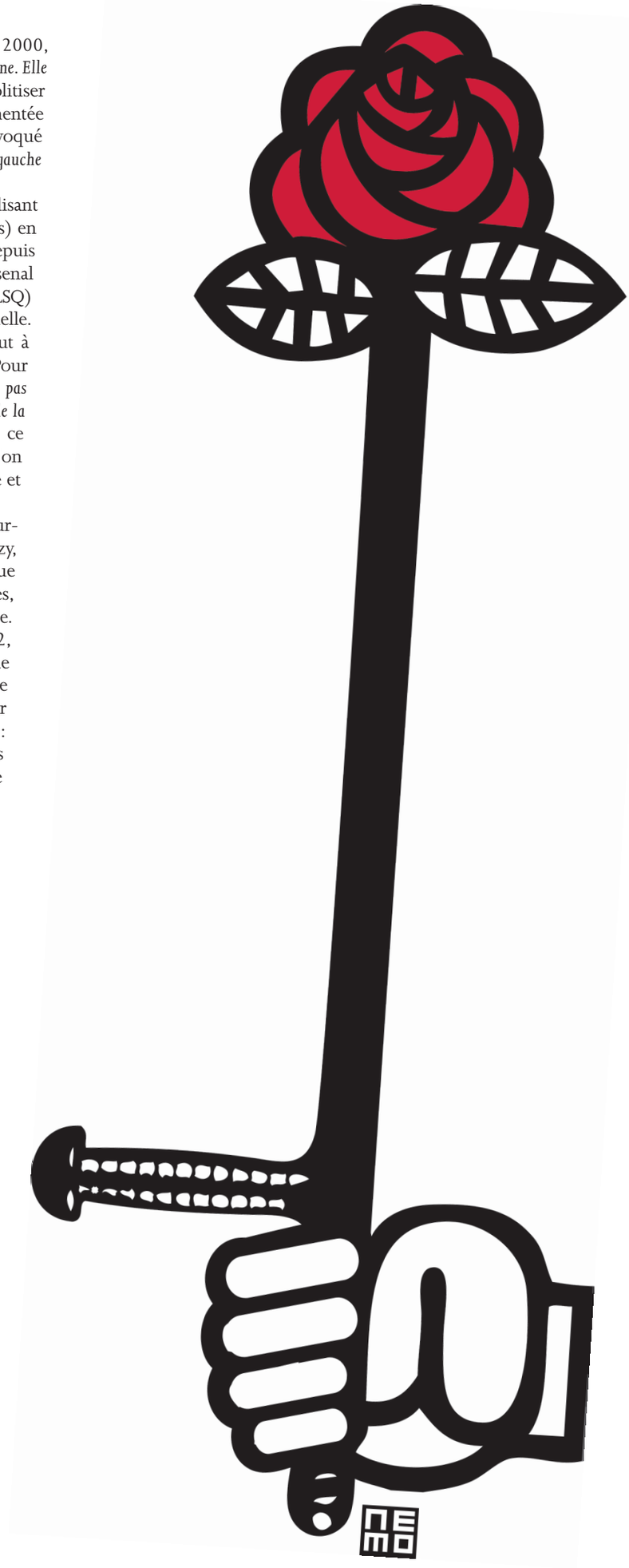
qui avait succédé à Jean-Pierre Chevènement, durant l'été 2000, n'avait pas tardé à proclamer : « *La sécurité est une valeur républicaine. Elle n'est ni de droite ni de gauche. C'est un droit !* » Cette volonté de politiser l'action des forces de l'ordre était alors judicieusement commentée par le sociologue Laurent Bonelli, en avril 2001, qui avait évoqué « *l'uniformatisation des pratiques et des discours sécuritaires entre la gauche et la droite* ».

Parmi les quelques exploits de Daniel Vaillant, le décret avalisant le fichier Stic (Système de traitement des infractions constatées) en juillet 2001. Fichier existant déjà, mais clandestinement, depuis 1996. Décidément très impliqué dans l'élargissement de l'arsenal répressif, il avait fait adopter sa loi sur la sécurité publique (LSQ) en novembre 2001, à quelques mois de l'élection présidentielle. Selon la Ligue des droits de l'homme, ce texte tenait surtout à « *pénaliser la pauvreté bien plus qu'à lutter contre la délinquance* ». Pour Michel Tubiana, alors président de la LDH : « *Ces mesures ne sont pas faites pour lutter contre le terrorisme mais pour accroître les pouvoirs de la police dans un but nettement électoral.* » Pour en terminer avec ce regrettable ministre de l'Intérieur, il faut bien constater que l'on n'aura jamais autant embauché dans la police, depuis Defferre et Joxe.

Battue en 2002, la gauche sera condamnée à dix ans de purgatoire. Il faudra toute la brutalité sociale de Nicolas Sarkozy, après son triomphe à l'élection présidentielle de 2007, pour que sa fine équipe perde successivement les élections municipales, cantonales et régionales, avant que le Sénat ne bascule à gauche. Certaine de son élection à l'élection présidentielle de mai 2012, notre gauche se livrait de nouveau à mille promesses qui ne seraient pas tenues. Une seule volonté habitait le clan de la rue Solférino : en remontrer à Sarkozy sur sa capacité à maintenir l'ordre. À cette fin, le parti socialiste disposait de son joker : Manuel Valls. Lequel, fils d'immigré et Français à l'excès comme son prédécesseur, n'allait pas tarder à faire montre de son talent.

## Les valeurs républicaines et Manuel Valls

C'est Manuel Valls qui allait surtout mettre en musique les imprécations du discours de Grenoble du 30 juillet 2010, lorsque Nicolas Sarkozy éructait sa vindicte contre les Roms, sans que l'on s'en émeuve vraiment dans les rangs du parti socialiste. Depuis neuf mois, l'ordre règne au pays de la liberté, et les centres de rétention administrative sont toujours aussi accueillants pour les sans-papiers, traités comme des criminels dans ces lieux de non-droit. Il est difficile d'oublier la manière ignominieuse dont les sbires du ministre de l'Intérieur devaient livrer Aurore Martin à la justice espagnole, en novembre 2012. Cette militante basque étant heureusement libérée un mois plus tard. Faut-il estimer que la droite espagnole serait moins répressive, à l'occasion, que la gauche française ? Comment négliger les reculades du pouvoir socialiste face à la famille Peugeot, face au patron du groupe ArcelorMital, malgré les promesses de François Hollande ? La gauche ne détiendrait donc qu'un pouvoir formel ? Bienvenue en terre social-démocrate ! M. R.




Les belles formules… Dans une tribune libre, parue dans *Libération* le 28 décembre 2012, intitulée « *Non, social-démocrate n'est pas une insulte !* » l'économiste Jean Natouk émettait un jugement sans appel : « *La social-démocratie sait que l'essentiel de la production de la valeur ajoutée passe par les entreprises qui, si elles sont en concurrence, ne peuvent qu'être privées. Elle sait donc que c'est avec elles que doivent être trouvés les consensus nécessaires.* » CQFD et merci pour cette précision indispensable.

# L'anarchisme en Amérique latine

**Une esquisse de son histoire, de ses caractéristiques et de ses perspectives proposée par Nelson Méndez, membre du collectif éditorial *El Libertario* et professeur à l'Université centrale du Venezuela de Caracas, à l'occasion du Congrès de Saint-Imier de 2012.**

Nelson Méndez

JE VAIS ESSAYER DE DONNER ICI une introduction globale à l'histoire, aux caractéristiques et aux perspectives de l'anarchisme sur notre continent. Pour cela, j'envisagerai quatre moments historiques :

1) Le XIX[e] siècle : ses origines européennes et son enracinement parmi nous.

2) Le premier tiers du XX[e] siècle : l'essor de l'anarcho-syndicalisme et la présence libertaire dans les luttes sociales, les dynamiques politiques et la scène culturelle et intellectuelle sur le continent.

3) Son reflux et sa quasi-disparition, des années 1930 au début des années 1990.

4) De la fin du XX[e] siècle au XXI[e] siècle : l'espoir d'une résurgence face aux défis des nouvelles réalités et l'épreuve du potentiel de l'idéal libertaire.

Cette chronologie ne cherche pas à établir exactement le déroulement de ce qui s'est passé dans nos pays, car les circonstances ont été différentes dans chacun d'eux. Pour cette raison, la perspective devra être ajustée à chaque contexte spécifique.

Un obstacle important pour la connaissance de l'anarchisme continental est le silence imposé par les historiens officiels, qu'ils soient positivistes, libéraux ou marxistes. Heureusement, il existe un texte précurseur d'une valeur extraordinaire, la préface intitulée « Anarchisme latino-américain », écrite par Angel Cappelletti en 1990, pour le volume de compilation intitulé *L'Anarchisme en Amérique latine*.

## Origines européennes et enracinement

Lors des décennies 1870 et 1880, alors que l'Internationale anti-autoritaire vient de naître, l'anarchisme arrive en Amérique latine, s'adapte peu à peu et prend racine dans cette nouvelle réalité. Nous devons avant tout avoir à l'esprit la manière dont de vastes secteurs des opprimés identifièrent les positions libertaires avec les traditions égalitaires et collectivistes qui, pour de nombreux peuples autochtones, aztèque ou inca, étaient présentes avant l'impérialisme européen, et qui, pour les peuples d'ascendance africaine, étaient présentes avant leur mise en esclavage.

L'effort d'« acclimatation » de l'anarchisme eut lieu très tôt. En témoignent « l'Escuela del Rayo y el Socialismo » au Mexique, Enrique Roig San Martin et le journal *Le Producteur* à Cuba, Manuel González Prada au Pérou, et le bouillonnement de la région du Río de la Plata, où en 1872 furent fondées les sections uruguayenne et argentine de l'AIT, toutes deux d'une orientation anarchiste marquée [1].

## Anarcho-syndicalisme et luttes libertaires

Avec les années 1900, la naissance de la FOA, puis de la Fora en Argentine, la Foru en Uruguay, la Confederação Operária Brasileira, la Federación Obrera Regional au Paraguay, l'activité syndicaliste libertaire indomptable à Cuba, la propagande clandestine persévérante du Parti libéral du Mexicain Ricardo Flores Magón pour organiser les travailleurs, sont autant de signes qui montrent combien l'anarcho-syndicalisme se convertit en expression la plus populaire (mais pas la seule) des idées et de la praxis anarchistes en Amérique latine au cours du premier tiers du siècle dernier.

Toutes les interprétations émanant officiellement de la droite et de la gauche autoritaire ont ignoré, minimisé et falsifié les profondes traces anarcho-syndicalistes dans l'histoire sociale de l'Amérique latine. À cela Cappelletti s'oppose en se fondant sur des références documentées pour chaque pays, plus tard élargies en quantité et en qualité grâce à des enquêtes historiques précieuses et approfondies. Quelques exemples : Biófilo Panclasta : *El Eterno Prisionero* (1992) par le Colectivo Alas de Xue de Colombie ; *El Anarquismo en Cuba* (2000) par Frank Fernández ; *Magonismo : utopía y revolución, 1910-1913* (2005) par Rubén Trejo ; *Historia do Anarquismo do Brasil* (2006-2009), deux volumes de compilation par Rafael Deminicis, Daniel Reis et Carlos Addor ; *La Choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano* (2010) par Huáscar Rodríguez, le contenu des pages web du groupe J.D. de Gómez Rojas du Chili et les Archives anarchistes du Pérou.

Dans les premières décennies du XX^e^ siècle et même avant, il y eut en Amérique latine une explosion d'expériences, d'essais et de propositions pour ouvrir la voie de la construction immédiate du monde libre proposé par l'anarchisme : coopératives autogérées, fonds de solidarité de secours mutuels, écoles libérées de la tutelle ecclésiastique et étatique, expériences de vie communautaire, efforts d'édition à but non lucratif, projets autonomes de création et de diffusion culturelles. Il n'est pas étonnant qu'un nombre important d'artistes et d'intellectuels se soient sentis attirés par un mode de penser et de faire qui proposait, d'une manière aussi vivante, la rupture avec le conservatisme asphyxiant qui gouvernait la société à l'époque.

À l'aube du XX^e^ siècle se développe sur le continent une théorie anarchiste adaptée aux traits spécifiques de notre réalité. L'anarchisme latino-américain n'a pas attendu que la lumière vienne de l'Europe, il a donné des réponses nouvelles et cohérentes à des questions telles que l'oppression, le racisme et la brutalité dont souffraient les paysans et les populations autochtones ; la progression agressive du capitalisme impérialiste extérieur associé aux pouvoirs locaux semi-féodaux ; l'hégémonie culturelle réactionnaire de l'Église catholique, l'exploitation des femmes ; il s'agissait de faire en sorte qu'un mouvement socio-politique résolument rationnel et moderne tel que l'anarchisme puisse atteindre ses objectifs.

## Le reflux et la quasi-disparition

Selon Cappelletti, trois raisons expliquent le déclin de l'anarchisme latino-américain à partir des décennies 1930 et 1940. J'en ajouterai une quatrième, qui les complète.

1° La vague autoritaire que subit alors l'Amérique latine : Machado et Batista à Cuba, Vargas au Brésil, Uriburu en Argentine, Terra en Uruguay, et un sinistre *et cetera* dans d'autres pays.

2° La fondation des partis communistes sur le continent, dont la croissance relative (dans certains cas au détriment de l'anarchisme) avait beaucoup à voir avec le « prestige révolutionnaire » de l'Union soviétique, qui les contrôlait et les soutenait dans leur rôle d'instruments internationaux de sa politique d'État.

3° L'apparition de courants nationalistes populistes (Apra au Pérou, PRI au Mexique, le péronisme, Acción Democrática au Venezuela, le batllisme[2] en Uruguay, etc.) qui, avec l'appui d'agents du pouvoir émergent, ont réussi à répandre une idéologie réformiste proétatique vaguement patriotique.

4° La défaite de la révolution espagnole et ses effets en termes de crise et de reflux pour l'anarchisme latino-américain.

La survie même des groupes, des publications et des initiatives anarchistes était difficile. Certes, l'anarchisme latino-américain de la fin des années 1930 à environ 1990 n'a pas disparu, mais dans de trop nombreux endroits il semble avoir disparu sans laisser de traces ou n'a survécu que tant que restaient en vie les rares porte-parole âgés de l'Idéal. L'arrivée d'un grand nombre d'exilés espagnols dispersés à travers l'Amérique latine après 1939 ne pouvait pas changer cette tendance.

Pour aggraver les choses, le marxisme-léninisme revendiqué en 1961 par les chefs de l'insurrection que l'on a appelée la Révolution cubaine apparut pour beaucoup comme le seul moyen de mener à bien des changements révolutionnaires et progressistes sur notre continent, foi revendiquée au sein même des ramifications radicales du nationalisme populiste (par exemple les Mir au Venezuela, au Pérou et en Bolivie) ou par l'activisme populaire catholique, dont la théologie de la libération, qui fusionna sans difficulté avec le marxisme. L'isolement fit qu'une partie du mouvement libertaire tendit à s'abstraire dans la nostalgie d'un passé glorieux, tandis qu'une autre partie du mouvement défendait le rapprochement avec le marxisme (par exemple en refusant de critiquer Fidel Castro, en assumant le discours ambigu sur la « libération nationale » et/ou en adoptant les mythes guévaristes-militaristes autour de la lutte armée).

## Les raisons de l'espoir d'une résurgence

La débâcle du bloc soviétique et les échecs du marxisme autoritaire dans nos pays ont fourni des alibis « politiquement corrects » à tous les opportunismes. Avec la faillite des certitudes en vigueur au cours des décennies précédentes, les idées et pratiques acrates gagnèrent une nouvelle audience, sans connaître néanmoins une croissance immédiate. Certaines influences extérieures se firent parfois sentir, lorsqu'il fut clair que, dans le reste du monde, c'était du camp libertaire que provenaient la réactivation des luttes sociales, l'organisation collective pour dépasser les modèles léninistes caducs, ou la définition de propositions révolutionnaires. Aujourd'hui, dans toute l'Amérique latine, un nombre croissant de militants, de jeunes critiques, de femmes, d'autochtones, d'étudiants, de travailleurs, de personnes curieuses intellectuellement, viennent à l'anarchisme avec un intérêt sans précédent depuis le début du XX^e^ siècle.

Vers 1995-1996, en Amérique latine, Internet, en tant que nouveauté destinée à une minorité, devient un moyen de contact, d'échange et de diffusion de l'anarchisme, car il favorise les modèles de relations horizontales, de coordination non hiérarchisée et d'action en réseau, pratiques anarchistes de toujours.

Ces vingt dernières années ont vu ce que j'ose à peine appeler le retour de l'anarchisme latino-américain : croissance des publications périodiques (imprimées aussi bien que virtuelles), efforts renouvelés pour répandre livres et brochures libertaires, classiques ou récents ; naissance continuelle de collectifs et d'espaces d'inspiration acrate (même dans les zones sans aucun précédent anarchiste) ; nombreuses expressions créatives de cyberactivisme, renaissance du militantisme, symboles et propositions anarchistes dans la lutte sociale ; interventions directes et spécifiques dans les domaines culturels les plus diversifiés, les arts plastiques, la scène, la musique, la littérature, la recherche et la réflexion socio-historiques. Tout cela évoque en quelque sorte le panorama libertaire continental d'il y a un siècle, mais il manque la primauté de l'approche et de l'action anarcho-syndicaliste qui existait à ce moment-là.

## Les difficultés présentes

Ce serait un désastre pour notre mouvement s'il était incapable de définir ce cours autonome qui fut sa force dans le passé ; il lui faut éviter l'isolement et ne pas édulcorer ses objectifs. Depuis les années 1930 et 1940, l'anarchisme latino-américain doit relever un défi : comment s'opposer à la démagogie du populisme nationaliste, dont les variétés en mutation sont toujours des acteurs dominants de la scène politique ? La vague actuelle de « gouvernements progressistes » est le nouveau masque de ce vieil ennemi, qu'il est vital de combattre en donnant des réponses pratiques appropriées et cohérentes théoriquement. Comme preuve de l'urgence de ce défi, de la confusion engendrée et des dégâts persistants que l'anarchisme a endurés pour ne pas avoir fait face à cela, nous sommes maintenant coincés avec les « anarcho-chavistes » au Venezuela, comme si les malheureuses parodies de « l'anarcho-péronisme », de l'« anarcho-battlisme » en Uruguay et de l'« anarcho-castrisme » ne suffisaient pas.

J'insiste sur ce que je pense être essentiel pour que le retour espéré de l'anarchisme s'enracine solidement : nous devons consolider l'anarchie en tant qu'outil viable et constructif pour les luttes sociales autonomes d'aujourd'hui, dans une perspective révolutionnaire. Sans doute la renaissance actuelle en Amérique latine a ses racines dans des processus de culture de masse tels que le punk, dans les efforts pour la revitalisation de l'audience des idéaux acrates, et dans les processus politiques tels que l'apparition des néozapatistes depuis 1994 et le mouvement de lutte contre la mondialisation après Seattle, en 1999. Cependant, si ces processus ont par la suite été en mesure de se maintenir, c'est parce que, de différentes manières, ils sont en phase avec les exigences collectives et les conflits. Bien qu'ils ne soient pas aussi solides et étendus que nous le souhaiterions, ces liens existent et nous offrent des possibilités qu'il serait impardonnable de laisser passer.

Je partage l'affirmation selon laquelle l'anarchisme sera action sociale ou ne sera pas. Reporter ou subordonner une telle action à des actes exemplaires, à la prophétie, à des tentatives de « jours de furie » ou au « style de vie libre », prétexte pour s'isoler dans un anarchisme tourné vers le plaisir purement intellectuel ou tout simplement l'anarchisme esthétique, condamnerait notre idéal à la stérilité et à l'inertie.

**N. M.**

---

1. Pour un vaste inventaire des expressions de l'anarchisme continental dans les dernières décennies du XIX^e^ siècle et les quatre premières du XX^e^ siècle, voir la chronologie (1861-1940) incluse par Cappelletti en annexe au volume cité.

2. De José Pablo Torcuato Batlle y Ordóñez (mai 1856-octobre 1929), membre du parti Colorado (conservateur), président uruguayen en 1899 (intérim), et de 1903 à 1907, puis de 1911 à 1915.

# Berlinale 2013

## sans Heike

Le Tacheles, squat dédié et animé par les artistes et fermé par la police. Photo, Mato Topé.

Mato-Topé

**Chaque année dans les colonnes** de notre journal, Heike Hurst rendait compte de la Berlinale avec un plaisir évident et donc communicatif. Ayant tiré sa révérence en novembre dernier, elle ne pouvait être présente à la 63e édition. Comme, pour la première fois, je disposais de la liberté conférée par la «jubilation» (définitivement, le terme espagnol est préférable au français «retraite»), je me suis autorisé à endosser le costume du Kagemusha, l'ombre du Shogun, non pour la remplacer mais pour lui rendre une sorte de dernier hommage depuis Berlin, l'autre capitale du cinéma.

### Berlinale, mode d'emploi

Mal m'en a pris car j'ai sans doute été présomptueux. Sans les connexions et l'habitus d'Heike, la Berlinale apparaît d'abord comme un foutoir sans nom : les stéréotypes sur le sens de l'organisation et de l'ordre de nos voisins germains en prennent un sérieux coup.

Pour les accrédités, la réservation des places s'effectue au maximum un jour avant. Comme la Berlinale est particulièrement généreuse pour la délivrance des accréditations (à 100 euros la carte, c'est du bon business), il faut se lever particulièrement tôt pour parvenir à avoir les billets pour le lendemain car il y a foule à 8 h 30 à l'ouverture des guichets. Pour espérer obtenir un ticket pour les films les plus demandés, il faut impérativement arriver au moins une heure avant et attendre debout dans le froid. Heureusement, le temps était plutôt clément cette année avec une température qui n'est pas descendue en dessous de -2° C. J'ose à peine imaginer la situation en cas de vague de froid.

Une fois en possession des précieux sésames, il faut ensuite se rendre dans les salles de projection qui sont dispersées dans tout Berlin, une des plus vastes capitales d'Europe (intra-muros, Berlin fait huit fois Paris !). Il est impossible d'enchaîner des films dans la continuité dans des salles différentes et il faut effectuer ses choix en tenant compte de cette réalité que l'on ne découvre qu'après coup.

Un grand nombre de ces lieux sont des salles de spectacle et ne sont donc pas dédiés spécifiquement au cinéma. Par conséquent, ils ne respectent pas les standards de projection : pas de dégagement de tête (j'ai vu *Side Effects* de Soderbergh à la Haus der Berliner Festspiele avec l'ombre des deux têtes des spectateurs devant moi : heureusement, comme ils ne flirtaient pas, seuls les deux bords du cadre étaient occultés et je pouvais lire les sous-titres), pas d'espace pour les jambes (à croire que les Allemands sont des nains, mais l'espace doit être rentabilisé au maximum), des places sur les côtés à fuir parce qu'elles n'offrent qu'une vision en tangente… Bref, même un petit exploitant de nos provinces reculées n'oserait pas proposer un film dans de telles conditions et, de toute façon, il n'aurait pas obtenu l'agrément de la CST (la Commission supérieure technique de l'image et du son) nécessaire à l'ouverture de son cinéma.

### Un film roumain, un film iranien…

Avec tous ces handicaps, je n'ai réussi à voir que huit films en quatre jours. Comme les festivaliers même accrédités sont des spectateurs comme les autres, ils ne se précipitent pas pour voir un film roumain ou iranien. J'ai donc eu la chance de voir *Pozitia Copilului* (je préfère utiliser le titre original pour ne pas céder à l'impérialisme de l'anglais régnant à la Berlinale reléguant l'allemand au rang de langue vernaculaire) de Calin Peter Netzer, l'Ours d'or, et *Pardé*, le prix du meilleur scénario.

*Pozitia Copilului* propose une plongée instructive dans le milieu de la néobourgeoisie

*Que la bête meure,* de Claude Chabrol.

*Pozitia Copilului,* de Calin Peter.

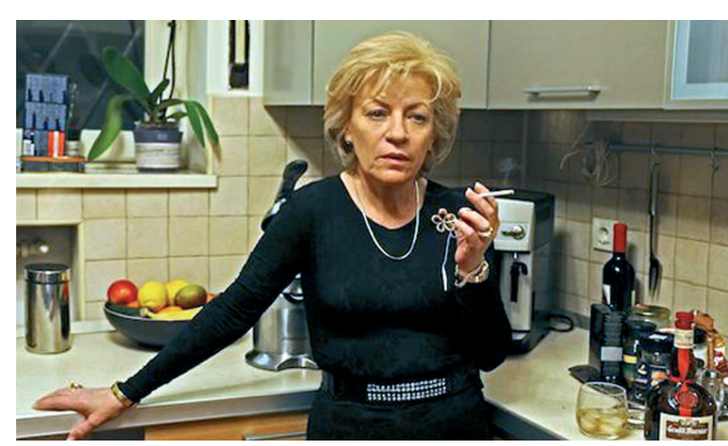
roumaine à travers le récit d'une mère abusive dans sa relation avec son fils immature. Sur ce thème, on peut lui préférer l'humour d'un Woody Allen, voire même le duo Bedos-Marthe Villalonga. Pour autant, *Pozitia Copilului* rappelle opportunément que ce type de rapports sociaux appartient plus à l'ère culturelle du monde méditerranéen qu'à une religion en particulier.

Comme l'argent est censé lui offrir tous les droits dans cette nouvelle Roumanie, elle va en user pour éviter à son petit les conséquences de ses actes : il a tué un enfant en conduisant beaucoup trop vite sa puissante berline de marque allemande. Mais à quoi bon posséder une telle bagnole si c'est pour rouler comme les autres ? À quoi bon également appartenir à la classe dominante si c'est pour obéir à la loi commune ? En Roumanie comme ailleurs, l'arrogance des puissants se révèle toujours sans vergogne. La réalisation de Calin Peter Netzer est certes solide, mais il faut supporter la caméra à l'épaule, très tendance dans le cinéma moderne. Et, surtout, le choix du point de vue, soit celui de l'enfant ou *Child's Pose* (titre du film pour le marché international, donc en anglais), mais de l'enfant (la quarantaine tout de même !) qui tue, pas celui de l'enfant tué. Point de vue largement autobiographique pour le réalisateur, qui a vécu une relation douloureuse avec sa mère. Par conséquent, cette option fait la part belle au mal-vivre des grands bourgeois et confère aux victimes la place seconde d'enclenchement fictionnel : le film débute dans une réception durant laquelle la mère se plaint de son grand fils et apprend qu'il vient de tuer un enfant en conduisant en excès de vitesse. L'accident et ses conséquences vont même permettre une sorte de catharsis à travers laquelle la mère et le fils vont se parler et finalement s'humaniser. À propos de *Que la bête meure,* Chabrol rappelait opportunément l'importance du choix initial : soit le réalisateur suit l'enfant qui traverse la rue, soit il se tient au côté de l'automobiliste qui le renverse. Ce choix conditionne ensuite la participation affective au cœur du spectacle cinématographique. Calin Peter Netzer a préféré focaliser sur la mère de l'automobiliste pour un film principalement psy et très accessoirement politique…

Quant au prix du meilleur scénario à *Pardé,* il vient surtout récompenser un cinéaste, Jafar Panahi, qui est assigné à résidence et condamné par la justice iranienne à ne plus tourner de films : *Pardé* a été réalisé clandestinement, et il en porte la marque.

## … et Berlin

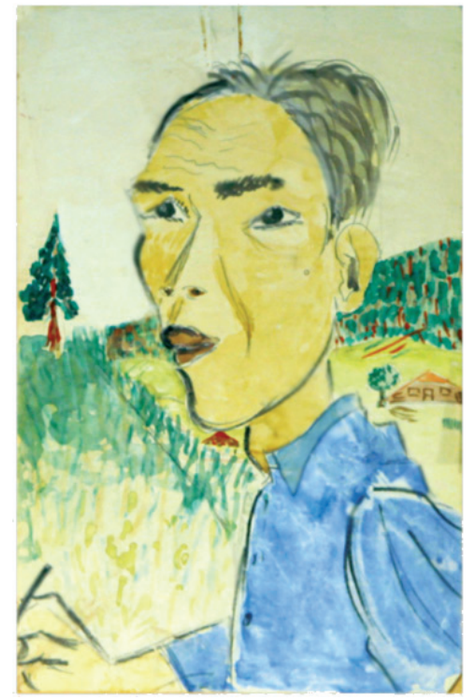
Reste Berlin, une ville toujours aussi urbaine – les avenues sont larges, les transports publics nombreux, efficaces et pas chers du tout, les espaces verts très étendus – et qui respire encore l'énergie malgré tous les chantiers qui la défigurent et qui augurent une capitale plus propre sur elle car débarrassée de ses stigmates d'un temps déraisonnable où des squatteurs pouvaient occuper des immeubles en plein centre-ville au grand dam des promoteurs : symboliquement, le Tacheles, ce grand squat dédié aux artistes dès le début des années 1990 sur l'Oranienburger Straße, est fermé depuis 2012. Subsiste encore une exposition permanente de sculpteurs à l'arrière du bâtiment : l'ultime résistance avant la fermeture définitive. Cette dernière défaite aura été épargnée à Heike et nous ne pouvons même pas nous en réjouir. **M.-T.**



# Une jeunesse cochinchinoise

## comme un passage de témoin

Freddy Gomez



Ngo Van, autoportrait

*Au pays de la cloche fêlée* s'ouvre sur une détention et se clôt sur un massacre. Des geôles du colonisateur à celles du Viêt minh, c'est le double combat de sa jeunesse cochinchinoise et de l'Opposition de gauche vietnamienne que nous raconte Ngo Van.

« *Je suis venu au monde au cours d'une nuit vers la fin de l'année du Rat en 1912. La coutume au village était de laisser passer un laps de temps avant de déclarer une naissance, dans l'éventualité où l'enfant serait enlevé par les mauvais esprits… D'où ma date de naissance officielle, en avril 1913.* » Trois mois pour résister aux « mauvais esprits » – ou pour les convaincre qu'on est des leurs, allez savoir. C'est sur un ton toujours enjoué que Ngo Van raconte son enfance, ses parents, son Grand Frère Septième, sa scolarité. Beau portrait que celui de Thay giao Dong, cet « *Instit-le-Brave* » qui règle les récréations au tam-tam, noie son ennui dans l'alcool de riz et déserte la classe pour aller jouer aux échecs. Là, dans son école du Petit-Marché, le jeune Ngo Van se familiarise avec les raclées à coups de tiges de goyavier et découvre, à l'occasion d'une visite de l'inspecteur Tuan, au « *costume français impeccablement blanc* », que la langue des maîtres n'est pas la sienne. À ses heures perdues, il fait un saut jusqu'à la pagode voisine, histoire de voir à quoi ressemble ce Bouddha que sa mère invoque aux jours de grand malheur, et échappe de peu à l'ascèse, au crâne rasé et à la copie des sutras. L'ataraxie, ce grand renoncement, nous aurait privé de la suite.

La suite, c'est d'abord l'étude du français dans le Larousse élémentaire, l'école cantonale de Thu Duc, la mort du père, le poids des notables villageois, le mur de l'argent, la prescience de l'injustice sociale et Saigon où Ngo Van trouve un emploi de commis aux écritures. Il a quatorze ans.

Après les études, il reste, parfois, un goût pour la lecture. Chez Ngo Van, le penchant confine à la passion. Pour Baudelaire et ses *Fleurs du mal*. Pour Richepin et sa *Chanson des gueux*. Pour Rousseau aussi. Force des mots en attendant mieux. Un autre livre marque alors Ngo Van : *Une histoire de conspirateurs annamites à Paris ou la vérité sur l'Indochine*, de Phan Van Truong. C'est à cette époque, écrit-il, que « *je commence à suivre de plus près l'actualité des mouvements révolutionnaires clandestins* ».

Brille alors de mille feux la belle figure de Nguyên an Ninh. Depuis 1923, avec son journal *La Cloche fêlée* – dont le titre est précisément emprunté à un poème des *Fleurs du mal* –, il affronte le pouvoir colonial et exhorte les jeunes à « *quitter la maison de leurs pères* » pour sortir de « *l'ignorance épaisse* » où les maintient l'obscurantisme. Plus tard, dix ans plus tard, Ngo Van aura le privilège de rencontrer l'éternel lutteur. Une seule fois et en maison centrale. Celui qui disait : « *Le vaste monde appartient au vagabond* », celui qui aimait Baudelaire, celui que les révolutionnaires marxistes considéraient, alors, comme un *lac hau* (un arriéré), Ngo Van nous le décrit admirablement en vieux sage et maître de littérature.

Dans les années trente, en terre annamite, l'écho des combats portait loin. Les luttes, à la mesure de la détresse paysanne et de la surexploitation ouvrière, prenaient souvent une tournure insurrectionnelle. Ngo Van recense, « *de mai 1930 à juin 1931* », « *plus de cent vingt*

*marches paysannes et plus de vingt mouvements de grève en Cochinchine*». À la tête des mouvements revendicatifs, on retrouve souvent «*une poignée de révolutionnaires professionnels «retour de Moscou et de Canton*»». C'est l'heure des agents du Komintern, celle du stalinisme conquérant. Il est minuit dans le siècle.

Initié à la clandestinité par Anh Già (Grand Frère le Vieux), Ngo Van, lui, penche pour le Ta doi lâp (l'Opposition de gauche) et se préoccupe, avec ses camarades, de construire le «*parti de masse*», plus ouvrier que paysan. En attendant, il organise les coolies et prône la constitution du *cong hoi* (syndicat). Contre toute attente, pourtant, staliniens et trotskistes vont, en cette période troublée, collaborer «*dans une lutte commune contre les ennemis immédiats, pouvoir colonial et parti constitutionnaliste*» et fabriquer ensemble un journal, *La Lutte*. L'expérience, cependant, ne dura pas au-delà de trois ans. Entre la *Dê Tam* (III^e^ Internationale) et la *Dê Tu* (IV^e^ Internationale), le combat sera alors sans merci.

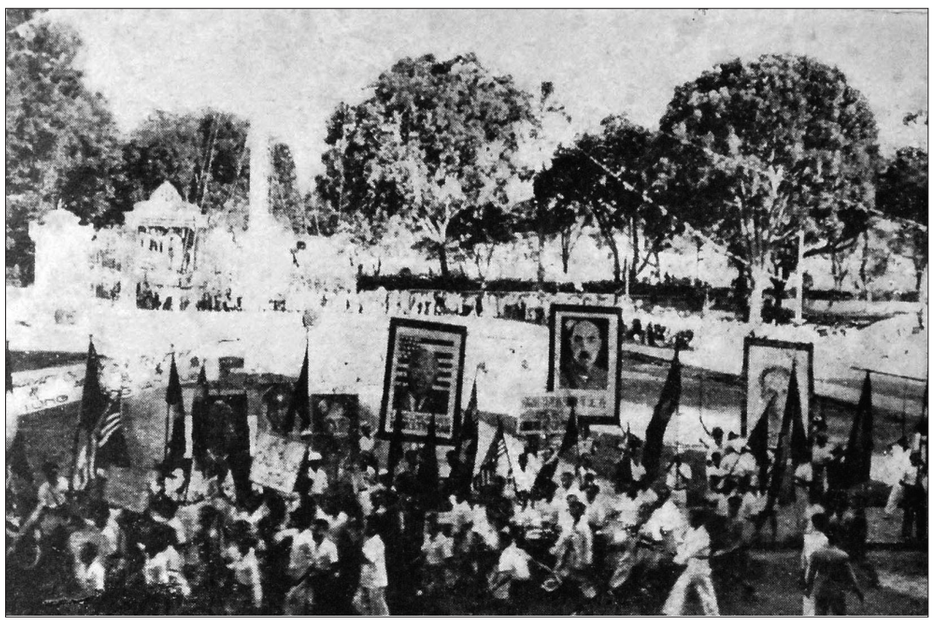
C'est en prison que Ngo Van et ses amis apprendront la nouvelle du premier procès de Moscou. «*Littéralement assommés, bouleversés par ces autoaccusations abjectes*», ils assistent, impuissants, aux premiers effets de cette machine à terreur qui se met en place et où ses serviteurs autochtones singent Vychinski et traquent les «*chiens enragés*» trotskistes. Le deuxième procès de Moscou, celui du 23 janvier 1937, déchire l'Opposition de gauche trotskiste entre les partisans de l'unité d'action à tout prix avec les staliniens – délices et mystères de la dialectique – et les récalcitrants, mais la cause ne tarde pas à être entendue : les staliniens eux-mêmes règlent le clivage en décrétant que le trotskisme est désormais «*l'agent du fascisme*» international. Dès lors, Ngo Van va expérimenter au quotidien le sort de l'oppositionnel. De Saigon à Phnom Penh, tout est bon qui éveille les consciences. Le «*bolchevik-léniniste*» est une sorte de rédempteur. Dans le cas de Ngo Van, pourtant, le vent de l'histoire ne balaie jamais la vie, la belle vie, la vie simple, celle qui le fait s'extasier devant un gramophone susurrant des chansons françaises ou fumer une pipe d'opium avec son copain Diêt. La révolution, c'est aussi ça : un goût absolu de la liberté.

Et la roue tourne, entre «*front ouvrier et paysan*» contre la guerre et nouvelle inculpation pour «*manœuvres subversives*», entre assignation à résidence et tuberculose. Bientôt, à Saigon, derrière la cathédrale, on affiche un gigantesque portrait du Maréchal flanqué du slogan : «*Un seul chef : Pétain ; un seul devoir : obéir ; une seule devise : servir.*» «*Ça sent la poigne*», écrit Ngo Van. Ça sent la pourriture. Le temps est au repli. Aux Français succèdent, bientôt, les Japonais. Et la roue tourne encore, cette roue de l'histoire, broyeuse, que rien ne retient. L'armée japonaise capitule le 15 août 1945. Les troupes du Viêt minh entrent dans Saigon le 18.

«*Entre deux feux*», écrit Ngo Van. Le Viêt minh, d'un côté, avec son appareil stalinien, avec sa ligne de « libération nationale » négociée. L'impérialisme anglo-français, de l'autre. Au nord, à Hanoi, le Viêt minh a pris le pouvoir. Pour le garder, il est prêt à tout et, en particulier, à liquider toute tentative de révolution sociale, comme celle qu'entreprennent, au Tonkin, les 30 000 mineurs des Charbonnages de Hon gai-Cam en se proclamant commune ouvrière. L'espace est faible entre ces deux feux, très faible, et les appuis comptés. Le témoignage de Ngo Van est irréfutable : la situation fut bien révolutionnaire entre le 15 août et le 6 septembre 1945, date de l'arrivée de la Commission des alliés. Le Viêt minh et ses affidés organisèrent la contre-révolution, s'opposant à tout débordement, condamnant par avance toute velléité d'auto-émancipation des exploités, réprimant les plus résolus combattants du prolétariat.

Au retour des Anglo-français, les staliniens du Viêt minh espèrent toujours négocier avec l'impérialisme. Pour lui, l'ennemi à abattre, c'est le Viêt gian (le traître à la patrie) et la catégorie regroupe à la fois les trotskistes de la Ligue des communistes internationalistes, qui réclament l'armement du peuple, et, au-delà, les comités populaires naissants qui prônent la constitution d'une milice ouvrière – «*une appellation inspirée de la guerre d'Espagne*», note l'auteur – et appellent à l'insurrection. Dès lors, l'étau va se resserrer. «*Dans un climat d'une telle violence*, précise Ngo Van, *une terreur succède à une autre terreur.*» La guerre d'Indochine a commencé. Elle s'étendra au nord en décembre 1946. La ligne de conciliation du Viêt minh avec l'impérialisme a fait long feu. À Hanoi, les troupes françaises entrent «*sans tirer un coup de fusil*». À Saigon, les revanchards de la bourgeoisie cochinchinoise, appuyés par les sbires de la Sûreté française, sèment la terreur. Terrorisme colonial et contre-terrorisme viêt minh : la spirale infernale s'est mise en

Hô Chi Minh, Tchang Kaï Chek, Truman portés en effigie en 1945 à Saïgon, prise par le Viêt Minh



place. Elle brisera tout ce qui ne se conforme pas aux deux systèmes d'oppression qui s'opposent par le feu. La constance des insoumis est telle, cependant – l'histoire l'a prouvé en maintes occasions –, qu'ils tiennent contre vents et marées, témoins sans faille des temps hostiles, d'une éternelle fidélité à leur cause, dans la faible lumière du jour ou dans la nuit clandestine : diffuser des informations, maintenir le contact, refuser de désespérer. À l'enseigne *Tim Hoc* (Recherches et études), Ngo Van tiendra tant qu'il le pourra, résistant aux deux terreurs, s'alimentant de la parole internationaliste et des livres qu'il recevra, parmi lesquels l'extraordinaire *Planète sans visa*, de Jean Malaquais. Il tiendra jusqu'à la limite du supportable, jusqu'au printemps 1948, où il s'embarquera vers d'autres horizons, entre mélancolie et remords. « *De tous ceux qui avaient participé au mouvement d'opposition révolutionnaire et qui étaient demeurés au pays, il n'y eut presque aucun survivant* », prévient-il, avant de le prouver en nous fournissant, en forme d'épitaphe de fin d'ouvrage, la longue liste des « amis » perdus.

Retenons pour finir la double leçon de ce livre. La première est tout entière contenue dans une anecdote : en 1991, c'est-à-dire hier, la famille de Bich Khê (1915-1946), instituteur et poète, traducteur du *Retour d'URSS* d'André Gide, décédé de tuberculose, se voit refuser par un bureaucrate de son village d'origine l'autorisation d'y ramener ses cendres au prétexte stalino-ubuesque que les os d'un tuberculeux pourraient polluer le village, surtout quand le mort était… trotskiste. La seconde leçon, c'est Nguyên van Nam, ami de Ngo Van, qui nous la donne : « *Les partis dits ouvriers – en particulier ceux de type léniniste – sont des embryons d'État. Face à l'État bourgeois, ces partis préconisent l'antipouvoir, le contre-pouvoir. Mais c'est se gargariser de mots pour mieux tromper : tout pouvoir est coercitif, oppresseur… L'État est toujours l'État des exploiteurs. Parler de dépérissement de l'État, c'est mystifier les masses. Pour parvenir au non-État, il faut préconiser le non-pouvoir ; les conseils ouvriers pourraient représenter cette forme de non-pouvoir.* »

Reste, dès lors, comme un passage de témoin, à défier la voix du Maître aux cent visages en restituant encore et toujours la « *trace vivante* » des anciennes révoltes contre l'ordre des choses. La leçon vaut plus que jamais sans doute. Comme cette perspective conseilliste libertaire à laquelle l'ami Ngo Van, métallo et fin lettré, ne cessa plus de se référer jusqu'à sa mort, en 2005. **F. G.**

Ngo Van, *Au pays de la cloche fêlée. Tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale*, Montreuil, L'Insomniaque, « Petites insomnies », 2013, 224 p., 12 euros, disponible à la librairie du Monde libertaire.

## Devenez les amis des éditions Noir et rouge

**Les Amis** des éditions Noir et rouge regroupent les sympathisants, mais également les militants des groupes, des associations, des organisations et des syndicats qui souhaitent soutenir le développement d'une maison d'édition indépendante ayant pour but de publier des ouvrages historiques et théoriques sur les mouvements populaires de tendance libertaire.

On peut mettre en place un prélèvement automatique (le but est d'établir un soutien dans la durée) en contactant l'éditeur.

**Association des éditions Noir et rouge**
**75, avenue de Flandre, 75019 Paris**

**Radio Libertaire accueille une nouvelle émission, La Libertinale, tous les mercredis matin de huit a neuf heure trente à partir du 6 mars.**
**Le concept : rien de bien compliqué, il s'agit d'une matinale comme à peu près toutes les radios en ont : Infos (militantes ou non), revues de presse et gros son pour réveiller ceux qui dorment dans les embouteillages.**
**Au plaisir de vous croiser dans les studios !**
**Salutations anarchistes**

**Milan**
**la Libertinale**

EXPOSITON "SCRATCH DA SURFACE"
DU 16 MARS AU 27 AVRIL 2013
À LA GREEN GALERIE
4 RUE DU COQ D'INDE
31000 TOULOUSE

...

L'EXPOSITION SE PROLONGE
EN MAI ET JUIN CHEZ NOS
PARTENAIRES:
VICIOUS CIRCLE - SNAPPER ROCK
HIPHOP STORE - EIGHT BALL STORE

## Jusqu'au lundi 11 mars

Le groupe Gaston-Couté organise une **expo consacrée à Saint-Imier** 2012. Le **lundi 11 mars** coïncidera avec la « tournée fédérale » qui passera donc **à Orléans.** Le lieu est le Chiendent, lieu autogéré (et apolitique !) auquel participe notre groupe.

## Vendredi 8 mars

### Cadillac (33)

20 h 30. Projection de *« 5 caméras brisées »*, suivie d'un débat avec Philippe Arnaud et André Rosevégue. Au cinéma Le Lux.

### Lyon (69)

Matin et après-midi. Colloque sur L'actualité de Marx (avec Étienne Bimbenet, Philippe Corcuff, Emmanuel Renault, directeur de la revue *Actuel Marx,* etc.) Organisé par l'association étudiante Les Médiations philosophiques. À l'université Jean Moulin Lyon III, 15, quai Claude-Bernard, Salle Caillemer.

### Paris XIXe

18 h 30. La Fédération anarchiste participera au défilé revendicatif dans le cadre de la Journée des femmes au sein d'un Bloc rose et noir. RV Place de Stalingrad.

### Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire. *Privilège,* un film de Peter Watkins (1967). Une œuvre visionnaire sur la manipulation des consciences qui nous renvoie au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. À La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 9 mars

### Léognan (33)

17 h 30. Projection de *5 caméras brisées,* suivie d'un débat avec Philippe Arnaud et André Rosevégue. Au cinéma Georges-Brassens, Espace culturel Georges-Brassens.

### Créon (33)

21 heures. Projection de *5 caméras brisées,* suivie d'un débat avec Philippe Arnaud et André Rosevégue. Au cinéma Max-Linder.

### Grand-Quevilly (76)

17 heures, *Des nuits en bleus* de Jean-Pierre Levaray, par la compagnie Le théâtre d'en haut, mise en scène de Ludovic Plouze. Grange du Grand Aulnay, avenue Georges-Braque.

### Paris XIe

16 h 30. Rencontre avec Anne Steiner pour son livre *Le Goût de l'émeute, manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la « Belle Époque »* (L'Échappée). À La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

### Paris XVIIIe

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses.

## Dimanche 10 mars

### Auterive (31)

17 heures. À qui profite la crise ? Projection du film jubilatoire de Gérard Mordillat *Le Grand Retournement* et débat animé par François Morin et Patrick Mignard. Au 8, place du 8 mai 1945.

### Sainte-Foy-La-Grande (33)

18 heures. Projection de *5 caméras brisées,* suivie d'un débat avec Philippe Arnaud et André Rosevégue. Au cinéma La Brèche.

### Ivry-sur-Seine (94)

17 heures. Concert avec Béa Tristan, Alain Aurenche, Aruna, Rachel, au Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

## Lundi 11 mars

### Orléans (45)

18 heures. Projection-débat autour du thème : l'autogestion, une idée qui a fait le tour du monde, en clôture de l'exposition-photo sur Saint-Imier, et en ouverture de la tournée fédérale Crise et autogestion. Au Chiendent, 259, rue de Bourgogne (face au Paxton).

## Mardi 12 mars

### Saint-Nazaire (44)

10 heures. ZAD. Rassemblement en solidarité pour le procès de la Châteigne au tribunal de Saint-Nazaire.

### Angers (49)

19 heures. Représentative, participative, directe, autogestionnaire. Démocratie, vous avez dit démocratie ? Au 66, rue Beaudrière.

## Mercredi 13 mars

### Poitiers (86),

20 h 30. Débat autour du thème : quelle réponse autogestionnaire à la crise ? Dans le cadre de la tournée fédérale Crise et autogestion. Au Biblio-café, 71, rue de la Cathédrale.

## Jeudi 14 mars

### Toulouse (31)

20 heures. Soirée-débat autour du thème : l'autogestion, une réponse à la crise ? Dans le cadre de la tournée fédérale Crise et autogestion à la pizzéria Belfort, 2, rue Bertrand-de-Born.

### Liévain (62)

20 heures Des zadistes viennent dans la région. Au 23, avenue Jean-Jaurès.

## Vendredi 15 mars

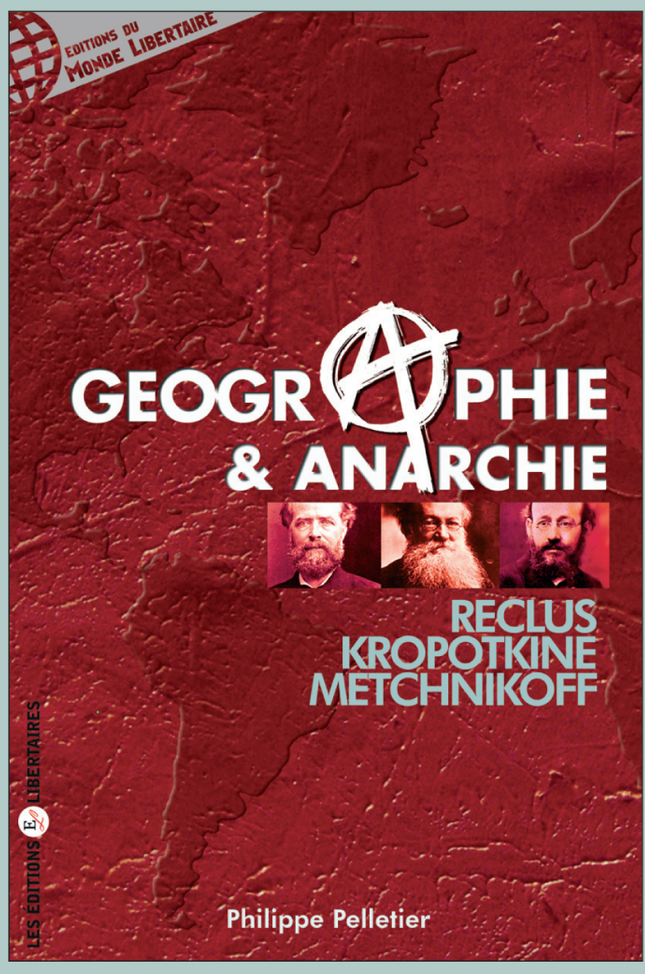
### Comps (30)

20 heures. Conférence-débat avec Philippe Corcuff sur « Pourquoi le cadavre de Marx bouge encore ». Dans le cadre des Compsférences. Salle polyvalente.

### Montpellier (34)

19 h 30. Repas suivi d'un débat autour du thème : quelle économie libertaire ? Dans le cadre de la tournée fédérale Crise et autogestion. Au centre Ascaso-Durutti, 6, rue Henri-René.

# Souscription




**Parmi des fondateurs de l'anarchisme se trouvent des fondateurs de la géographie sociale…**

Le livre de Philippe Pelletier paraîtra aux Éditions du Monde libertaire (640 pages), en co-édition avec les Éditions libertaires.

## 19 € au lieu de 24 €

## jusqu'au 15 mars

Chèque à l'ordre de Éditions du Monde libertaire,
à adresser à Éditions du Monde libertaire,
145 rue Amelot, 75011 Paris